

LISTE DES ABREVIATIONS

RPC : République Populaire de Chine
PED : Pays En Développement
PIB : Produit Intérieur Brut
PNB : Produit National Brut
PNUD : Programmation des Nations Unies pour le Développement
IDH : Indicateur de Développement Humain
ONU : Organisation des Nations Unies
PVD : Pays en Voie de Développement
PMA : Pays les Moins Avancés
NPI : Nouveaux Pays Industrialisés
FMI : Fonds Monétaire International
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
ISI : Industrialisation par Substitution aux Importations
NPJA : Nouveaux Pays Industrialisés Asiatiques
ISE : Industrialisation par Substitution aux Exportations
FMN : Firme Multinationale
IDE : Investissement Direct Etranger
DIT : Division Internationale du Travail
URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques
ZES : Zones Economiques Spéciales
OMC : Organisation Mondiale du Commerce

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE DU DEVELOPPEMENT.....	2
Chapitre I : DEVELOPPEMENT ET SOUS DEVELOPPEMENT.....	4
I. CONCEPT DE DEVELOPPEMENT.....	4
A. Développement économique.....	4
B. Le sous développement.....	5
II. LES CARACTERISTIQUES DES PED.....	6
A. Prépondérance du secteur primaire.....	6
B. Forte croissance démographique.....	7
III. LES CAUSES DU SOUS DEVELOPPEMENT.....	7
A. Faible niveau de revenu.....	7
B. Le sous développement, retard de développement.....	8
C. Le sous développement, conséquence des impérialismes et des échanges.....	9
D. Le dualisme et l'analyse structuraliste du sous développement.....	10
Chapitre II : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT.....	12
I. POLITIQUE ECONOMIQUE INTERVENTIONNISTE OU LIBERALISTE ?	12
A. L'interventionnisme économique.....	12
B. Le libéralisme économique.....	15
C. Etat et marché.....	26
II. STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION.....	26
A. Le développement autocentré.....	27
B. Développement extraverti.....	29
PARTIE II : ETUDE SUR LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE.....	32
Chapitre I : STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU BOND EN AVANT.....	33
I. LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL (1953-1957).....	33
A. Le modèle de développement.....	33
B. Les effets de la politique économique du premier plan quinquennal.....	36
II. LE GRAND BOND EN AVANT (1958-1960).....	39
A. Structure de l'investissement.....	39
B. Economie planifiée.....	43
C. Les effets de la stratégie du GBA	45

Chapitre II : L'OUVERTURE DE LA CHINE depuis 1976.....	49
I. UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT.....	49
II. LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT.....	50
A. Réformes agricoles et industrielles.....	50
B. Les mesures incitatives des investisseurs internationaux	52
C. Les IDE en Chine.....	55
III. LES EFFETS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE.....	57
A. L'indicateur de croissance.....	58
B. La croissance des échanges.....	60
C. Niveau de vie de la population chinoise.....	61
CONCLUSION.....	64

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Situation économique de la Chine en 1949

Tableau 2 : Distribution des moyens de financements

Tableau 3 : Principales productions chinoises

Tableau 4 : Composition sectorielle du revenu national

Tableau 5. Balance commerciale de la Chine

Tableau 6. Structure des investissements en infrastructure

Tableau 7. Structure des outputs

Tableau 8. Croissance PIB

Tableau 9. Balance commerciale

Tableau 10. Taux de mortalité brut

Tableau 11. Structure industrielle de Taiwan

Tableau 12. Salaire horaire dans l'industrie (charges comprises)

Tableau 13. Origine des IDE en Chine

Tableau 14. Répartition sectorielle des IDE

Tableau 15. Croissance du PIB

Tableau 16. Classement selon le PIB

Tableau 17. Structure des exportations de la Chine

Tableau 18 : Structure des importations de la Chine

Tableau 19: Structure géographique des exportations et importations de la Chine

Tableau 20. Les principaux exportateurs et importateurs de marchandises du monde en 2008

Tableau 21: Structure sectorielle du PIB et de l'emploi

Tableau 22. Taux de chômage

Tableau 23. Evolution de l'IDH

INTRODUCTION

En 1950, la République Populaire de la Chine (RPC) ou la Chine, le pays le plus peuplé du monde, a été classée parmi les pays le plus pauvre du monde avec un PIB par habitant qui était égal à la moitié du PIB par habitant de l'Afrique¹. Depuis le fondement de la RPC en 1949, les dirigeants chinois avaient comme principaux objectifs de rattraper les pays avancés et de sortir du joug de la pauvreté. Le but était un pays prospère et un peuple riche.

Ainsi pour créer une économie de telle sorte qu'elle puisse rapidement atteindre les objectifs fixés, les autorités chinoises ont élaboré des plans comportant les stratégies à mettre en œuvre et les objectifs à atteindre. En effet ces plans permettent d'orienter les acteurs économiques qui doivent faire face aux problèmes et aux besoins du pays et de mettre en cohérence leurs actions. Actuellement, la Chine est devenue la deuxième puissance mondiale par le niveau du PIB et la première puissance commerciale. Son cas nous démontre qu'un PED peut rejoindre le rang des pays avancés.

Le premier plan, conçu par les dirigeants chinois, a été formé pour promouvoir la stratégie de développement orientée vers l'industrie lourde. Or l'économie chinoise était une économie agricole avec pénurie de capitaux. Ainsi l'Etat a dû jouer un rôle important dans l'économie. En effet, il est impossible d'accélérer le développement de l'industrie lourde si les autorités ont fait recours aux mécanismes de marché. Mais cette stratégie s'est avérée inefficace. Les nouveaux dirigeants ont donc adopté une nouvelle stratégie de développement pour relancer l'économie chinoise en accomplissant de vaste réforme. Le marché intérieur a été libéralisé progressivement et l'économie chinoise s'était ouverte au reste du monde.

La croissance de l'économie de la Chine moderne tient essentiellement sur l'industrie et l'exportation c'est-à-dire les éléments essentiels de la modernisation chinoise sont l'investissement étranger et le commerce extérieur. Mais cette croissance repose aussi sur l'importance de sa population active malgré la politique de l'enfant unique, en d'autre terme l'abondance de main d'œuvre. La Chine a combiné leur avantage traditionnel de bas coût de main d'œuvre avec l'acquisition rapide de compétences techniques avancées. Cela l'a permis de différencier la production nationale et de se lancer dans des activités à plus forte valeur ajoutée. Elle est devenue une zone industrielle gigantesque et diversifiée.

Le cas de la Chine incite à la réflexion suivante: Est-ce que la libéralisation de l'économie est vraiment la clé du progrès économique? Ainsi pour mieux évaluer le rôle de l'Etat et le rôle du marché dans le développement économique d'un pays et pour déterminer la

¹ Agnès Bénassy-Quéré, CEPII, Agnès Chevallier, *L'économie mondiale 2010*, La Découverte 2009

stratégie adéquate pour un PED, on va étudier les stratégies de développement de la RPC. Mais avant cette étude, on exposera dans la première partie les théories du développement.

PARTIE I : APPROCHE THEORIQUE DU DEVELOPPEMENT

CHAPITRE I : DEVELOPPEMENT ET SOUS DEVELOPPEMENT

Dans les pays en développement et même dans les pays développés, les problèmes du développement occupent une importance toujours plus grande. Tous les pays cherchent les moyens pour sortir du joug de la pauvreté et cherche à se développer encore plus s'il arrive à s'en sortir. Cependant, le développement économique n'a pas affecté tous les pays au même rythme. Dans ce chapitre, on procédera à une analyse conceptuelle du développement économique et du sous-développement.

I. CONCEPT DE DEVELOPPEMENT

A. Développement économique

La définition la plus retenue est celle de l'économiste français François Perroux « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global »². Le développement implique donc en plus de la croissance, une meilleure satisfaction des besoins fondamentaux : alimentation, santé, éducation ; une réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté. La croissance peut se réaliser sans forcément entraîner le développement³.

Il y a tout de même une forte interdépendance entre croissance et développement. En effet la croissance est une condition nécessaire au développement puisqu'elle permettra d'améliorer les niveaux de vie, d'augmenter « l'étendue des choix humains », de dégager des ressources en faveur de la santé, de l'éducation, et d'accroître l'indépendance économique nationale en rendant l'aide étrangère moins nécessaire. Mais elle n'est pas une condition suffisante du développement, au moins à court terme, si elle n'est pas accompagnée de politiques visant à une réduction directe de la pauvreté. Ainsi, il ne faut pas confondre développement et croissance.

Le développement est un processus de transformation quantitatif et qualitatif alors que la croissance est un phénomène seulement quantitatif. Il allie progrès et transformations sociales. Il ne saurait ni se réduire à la seule croissance du produit, ni à la seule couverture des besoins biologiques de l'Homme. Il implique des changements structurels et l'atteinte d'objectifs clairement exprimés.

Quant à Rostow, il a défini le développement des pays à partir de la croissance « *Les étapes de la croissance* ». Le développement économique est un phénomène universel

² François Perroux, *L'économie du XX^{ème} siècle* », Paris PUF, 1964

³ Seule une partie de la population reçoit les fruits de la croissance, partage très inégalitaire des richesses.

caractérisé par des phases assez mécanique au travers desquels tous les pays doivent passer un jour ou l'autre. Ces phases étaient caractérisées par une augmentation du taux d'investissement. La sortie de sous développement implique donc avant tout un grand effort d'investissement. Le développement serait fondé sur un processus d'accumulation qui fait passer tout pays de la société traditionnelle à une société industrialisée moderne et prospère. Marx avançait aussi que « les pays qui est industriellement le plus avancé ne fait que montrer au pays moins développé l'image de l'avenir qui l'attend »⁴. Ainsi pour se développer, les pays en développement n'ont qu'à prendre comme référence les différentes phases suivies par les pays développés.

Il faut donc retenir que le développement, c'est plus et autre chose que la richesse. Le développement produit la richesse, mais la richesse seule ne produit pas le développement.

B. Le sous développement

La notion de « sous-développement » a d'abord été définie comme une situation de non développement. Un pays « sous-développé » connaîtrait donc des blocages qui empêchent le processus de développement de se mettre en place. La théorie des « besoins essentiels » met l'accent sur la notion de « manque » : un pays sous-développé est un pays où les besoins fondamentaux de l'homme ne sont pas couverts⁵ (alimentation, sécurité, santé, éducation...).

Mais il faut aussi insister sur les fortes inégalités internes dans les PED. Donc « Le sous-développement se manifeste par une pauvreté de masse, de fortes inégalités par rapport aux pays développés mais aussi à l'intérieur du pays lui-même (hommes/femmes, urbains/ruraux...); l'exclusion du pays du commerce international, des connaissances scientifiques mondiales... mais aussi d'une partie de la population au sein même du pays (femmes, populations rurales...); et l'insécurité, qu'elle soit environnementale, sanitaire ou encore politique, dans laquelle vit la majorité de la population ».

Les pays en développement

En 1952, la notion de « tiers-monde » désigne les pays sous-développés. Dans les années 1970, à côté de la notion politique de tiers-monde, l'ONU avance la notion de «pays en voie de développement» (PVD), la notion de pays sous-développé étant considérée comme trop condamnant. Puis, dans les années 1980, s'impose l'appellation « pays en développement » (PED) qui est censée traduire le processus de progrès économique et social dans lequel sont engagés les pays pauvres. Elle traduit la volonté d'une approche optimiste et positive du

⁴ Karl Marx, *Capital*, Corses 1946

⁵ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

développement. La notion de PED coexiste aujourd'hui avec celle du « Sud », qui insiste sur la localisation géographique des PED en opposition avec le Nord, ou bien encore avec la notion de « pays émergent » qui insiste sur le caractère imminent de leur développement, en particulier pour les pays les plus avancés dans leur développement.

Les pays en développement représentent environ les trois quarts de l'humanité, mais seulement le cinquième de la production mondiale et leur revenu par habitant n'est donc en moyenne que le vingtième de celui des Pays Développés. Ces pays présentent des caractéristiques qui les différencient des Pays Développés. Les pays en développement sont les pays dont les structures économiques, politiques et sociales ne permettent pas de satisfaire les besoins fondamentaux des populations et qui se caractérisent principalement par une pauvreté massive ainsi qu'une faible insertion dans l'économie mondiale.

Le sous-développement ne recouvre pas donc un monde homogène comme le laissait croire le concept de tiers-monde dans les années 1950 et 1960. Il regroupe les nouveaux pays industrialisés (NPI), un ensemble de pays en plein essor économique qui rattrape les pays développés, et les pays les moins avancés (PMA), dans la plupart se trouve en Afrique, qui eux s'enfoncent dans le sous-développement. Il y a donc plusieurs appellations pour distinguer les situations des pays pauvres : les plus démunis, ceux qui ont peu de ceux qui n'ont rien.

II. LES CARACTERISTIQUES DES PED

A. Prépondérance du secteur primaire

Les PED se caractérisent par une structure économique et sociale qui constitue un obstacle à leur développement (économie agraire, Etat faible, structure sociale très inégalitaire...)⁶. Selon le courant tiers mondiste ceci est le résultat de la colonisation. La plupart des PED est des anciennes colonies. Leur colonisateur a dirigé leur économie en fonction de leur intérêt les conduisant dans une situation désastreuse. Les pays colonisateurs ont forcé ces pays à produire des biens dont ils ont besoin même si le pays n'est pas spécialisé à les produire. En plus la plupart de la production est exportée vers le pays colonisateur.

La structure économique des PED est déséquilibrée. En effet le secteur primaire est dominant dans ces pays alors que le secteur industriel reste faible. Ceci est dû par l'étroitesse du marché qui ne permet pas d'écouler les productions industrielles. La faiblesse des revenus des populations des PED ne leur permet que de subvenir à leur besoin fondamentale c'est-à-

⁶ Philippe DEUBEL, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Pearson Education France, 2008

dire les dépenses vont porter surtout sur les produits agricoles. L'étroitesse du marché est aussi une conséquence de cette faiblesse de revenu entraînant un faible développement des échanges monétaires. La survie de l'industrie dépend donc de la demande extérieure. Pour éviter tout risque les PED se sont spécialisés uniquement dans une économie agraire qui est un obstacle à la croissance économique.

B. Forte croissance démographique

C'est dans les PED que la population augmente le plus rapidement avec un accroissement annuel moyen de 2%, contre 0,5% pour les pays riches⁷. Des économistes avançaient que la hausse brutale de la population peut entraîner des effets néfastes à la situation économique d'un pays. En effet l'augmentation de la population absorbait toute augmentation de la production, et que le revenu par tête était condamné à stagner.

L'analyse malthusienne, sur la théorie de la population et du développement, était fondée sur l'idée des rendements décroissants de la terre (« les dernières terres cultivées sont de plus en plus médiocre »). L'augmentation de la population est un obstacle à la croissance économique car elle freine l'épargne et l'accumulation du capital. Ainsi le niveau réel de la population doit correspondre à la quantité disponible des biens de subsistance, il faut ralentir la croissance démographique⁸.

Une autre thèse avance aussi que la proportion de la population active diminue par rapport à la population totale, et la charge des inactifs s'alourdit. La croissance démographique entraîne une hausse continue de l'offre de travail étant un facteur de chômage.

Les PED sont aussi caractérisés par une sous alimentation et malnutrition, faiblesse du revenu par habitant, faiblesse de l'épargne nationale et faiblesse de l'appareil éducatif et de formation.

III. LES CAUSES ECONOMIQUES DU SOUS DEVELOPPEMENT

A. Faible niveau du revenu

Le sous développement est expliqué à partir d'une présentation des cercles vicieux de la pauvreté et de la stagnation⁹. Le sous développement s'entretient de lui-même car les pays pauvres ne peuvent pas sortir d'une série de cercle vicieux. La pauvreté se traduit par une

⁷Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

⁸Alain Geledan, *Histoire de la pensée économique, les fondateurs*, Sirey 1993

⁹Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, *Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives*, Hachette supérieure 1995

faiblesse de revenu. Cette faiblesse de revenu engendre une insuffisance de l'épargne, ne permettant pas au pays d'investir. Or le faible investissement ou l'inexistence d'investissement signifie peu de capital qui a pour conséquence la déficience de la productivité entraînant ainsi la faiblesse du revenu.

Le revenu faible entraîne aussi une demande solvable limitée. Or, le manque de débouchés n'incite pas les entrepreneurs à s'investir plus, la productivité est ainsi réduite, l'économie sera pauvre. La malnutrition est aussi une conséquence de cette faiblesse du revenu.

B. Le sous-développement, retard de développement

Le développement est un phénomène lent et progressif qui peut prendre des décennies et même des siècles. Le courant libéral considère le sous-développement comme un simple retard qui pourra être comblé par l'imitation des stratégies adoptées par les pays développés dans leur industrialisation et, en particulier, la participation au commerce international¹⁰.

Selon les théoriciens libéraux, afin de connaître le développement, les PED doivent se référer au processus de développement des pays développés. La réalité permet justement d'observer le développement économique de certains pays qui ont rejoint ou rejoignent les rangs des pays développés.

Cette analyse est représentée dans les travaux de l'économiste américain Walt Whitman Rostow « Les Étapes de la croissance » en 1961. Il définissait cinq étapes de croissance¹¹ que les PED doivent connaître pour se développer :

- *la société traditionnelle* qui est une société agricole où la terre est la seule source de richesse, la productivité industrielle est faible. L'économie connaît donc un taux de croissance très faible ;

- *les conditions préalables au démarrage* : la technologie s'introduit dans la production et la productivité s'accroît le commerce se développe et les entrepreneurs apparaissent. Une structure économique et sociale tournée vers la croissance économique se met en place ;

- *le décollage (take-off)* : c'est la période où le taux d'investissement est élevé, des industries motrices ont des effets industrialisant : lancement de la croissance économique ;

¹⁰ Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, *Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives*, Hachette supérieure 1995

¹¹ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

-la marche vers la maturité : la technologie moderne se répand à toutes les activités économiques, l'échelle de production augmente, les fabrications se diversifient et s'étendent à tous les secteurs, notamment les biens de production : accroissement des gains de productivité
-la consommation de masse : accroissement des revenus de la population qui lui permet d'atteindre un niveau de vie élevé basé sur la consommation de masse : biens d'équipement, loisirs, etc. Les besoins essentiels sont satisfaits pour toute la population.

Le problème du sous développement sera résolu après le troisième stade : « le décollage » de ce modèle linéaire de développement. Le sous développement est donc ici perçu comme un retard chronologique sur les pays développés.

C. Le sous développement, conséquence de l'impérialisme et des échanges

Selon la thèse néo-marxiste ainsi que les différents courants tiers-mondistes et les écoles de la dépendance en Amérique Latine, le sous développement des pays du tiers monde était la conséquence de l'impérialisme¹². L'impérialisme étant défini comme l'exploitation coloniale et néocoloniale des pays du tiers monde (exploitation des matières premières, de la main d'œuvre et l'exportation des capitaux) et qui entraîne l'appauvrissement de ce dernier mais l'augmentation des richesses des pays développés.

L'impérialisme apparaît comme le « pionnier du capitalisme » dans le tiers monde puisque le capitalisme y joue un rôle dynamique en libérant les forces productives et en favorisant la modernisation industrielle des sociétés. Pour Lénine, l'impérialisme apparaît comme le moyen pour un capitalisme déclinant d'éviter la stagnation qui le menace dans les pays développés, tout en maintenant les pays exploités dans le sous développement¹³. Les intérêts des pays en développement sont donc à l'opposé des intérêts des pays développés. Le modèle économique capitaliste est à l'origine du sous-développement. Un modèle imposé par les pays développés (pays du Nord) dominants. Les PED sont dominés dans le rapport économique mondial et c'est cette domination qui organise leur sous-développement. La relation de dépendance de la périphérie vis-à-vis du centre assure le transfert des richesses du Sud vers les pays du Nord. La révolution socialiste est la seule solution pour déconnecter avec le système capitaliste. Cette révolution permettra l'utilisation productive et équitable du surplus.

¹² Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

¹³ Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, *Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives*, Hachette supérieure 1995

Une autre thèse peut être aussi avancée, celle de l'« échange inégal »¹⁴. Une augmentation du coût de main d'œuvre dans un pays entraîne la diminution du taux de profit et améliore les termes nets de l'échange de ce pays. Selon la théorie de la valeur, la valeur d'un bien dépend des facteurs de production qui y sont intégrés (sa valeur d'échange). Ainsi une augmentation des salaires d'un pays détériore les termes de l'échange d'un autre pays. On trouve toujours ce phénomène dans la relation entre centre et périphérie. Même avec la production d'un même produit, il existe un écart entre les salaires versés par ces deux pays. Le pays du centre c'est-à-dire les pays riches a tendance à payer des salaires supérieurs à ceux du pays de la périphérie, entraînant une baisse de la valeur du bien produit par ce dernier. Les PED vendent donc leur bien à bon marché aux pays riches, alors que les biens qu'ils achètent à ces derniers sont chers. Ce qui entraîne le sous développement des PED.

D. Le dualisme et l'analyse structuraliste du sous développement

Le sous-développement est causé par le dualisme de l'économie des PED¹⁵. Deux secteurs coexistent au sein de leur économie d'une part le secteur moderne, capitaliste (banque, industrialisation,...), qui est la source d'une accumulation et de gains de productivité et d'autre part un secteur traditionnel, de subsistance où l'on trouve l'agriculture traditionnelle mais aussi le secteur informel (les petits marchands, domestiques, gardien, jardinier, les travailleurs occasionnels...). Dans les PED c'est le secteur traditionnel qui est le plus dominant alors que le profit est très faible voire inexistant. Or les profits sont à l'origine de l'épargne, de l'investissement et donc de la croissance. Ainsi les PED ne peuvent pas accroître leur investissement qui est facteur principal de la croissance. L'existence de surplus de main d'œuvre dans le secteur traditionnel des PED empêche aussi le développement du secteur moderne. Il faut transférer ce surplus de main-d'œuvre du secteur traditionnel dans le secteur moderne où la productivité est croissante, afin de dégager des taux de profits croissants et donc un taux d'épargne suffisamment important pour lancer le processus d'industrialisation. Le secteur moderne doit être renforcé pour développer.

Le sous-développement est également la conséquence de la division internationale du travail qui engendre la polarisation du monde entre un centre (les pays riches) et une

¹⁴ Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives, Hachette supérieure 1995

¹⁵ Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives, Hachette supérieure 1995

périphérie (les pays pauvres)¹⁶. Les pays de la périphérie sont restés des exportateurs des produits primaires aux pays du centre. Cependant à cause de la faible rémunération de la main-d'œuvre, de l'importance de la concurrence sur le marché, de la faiblesse des élasticités prix (même en diminuant le prix la demande n'augmente pas), la faible élasticité revenu (la demande augmente moins vite que le revenu), l'absence de la technologie, de l'innovation et de la recherche dans le secteur, les prix des produits primaires restaient constants voire diminuaient par rapport aux prix des produits industriels qui augmentaient. Or, afin de s'industrialiser, les PED devaient importer des équipements et des produits intermédiaires. Les dépenses en importation ne seront pas être compensées par les recettes d'exportation même avec une évolution de l'offre. Des réformes structurelles sont donc indispensables par exemple des réformes agraires...

¹⁶ Philippe DEUBEL, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Pearson Education France, 2008

CHAPITRE II : LES STRATEGIES DE DEVELOPPEMENT

Une stratégie est l'ensemble des objectifs opérationnels choisis pour mettre en application les politiques préalablement définies, prenant en compte les comportements des divers acteurs de l'environnement. Dans ce chapitre on va analyser les principes qu'un pays doit considérer avant l'élaboration d'une stratégie de développement.

I. POLITIQUE ECONOMIQUE INTERVENTIONNISTE OU LIBERALISTE ?

A. L'interventionnisme économique

L'interventionnisme économique désigne la politique par laquelle l'Etat participe à l'économie du pays et impose ses règles chaque fois que cela lui paraît nécessaire pour protéger les intérêts des citoyens ou développer les secteurs d'activité qu'ils considèrent comme stratégiques ou prioritaires¹⁷. Cette intervention peut prendre plusieurs formes Etat providence, politique industrielle, aide à l'investissement, protectionnisme : barrières à l'importation ou subventions à l'exportation, politique monétaire ou budgétaire...

L'Etat intervient donc dans l'économie pour garantir le plein emploi et mettre en place un système de protection sociale.

1. Les différentes fonctions de l'Etat

L'école néokeynésienne considérait l'intervention publique comme le moyen de pallier les limites des mécanismes marchands dans la régulation de l'économie. En période de récession économique, seul l'Etat peut relancer l'économie, il n'y a pas de mécanisme autorégulateur du marché. Le rôle régulateur des pouvoirs publics peut se justifier théoriquement par l'existence de défaillances de marché, qu'il s'agisse des externalités, des biens collectifs ou des monopoles naturels, qui empêchent le marché d'aboutir à une solution optimale en terme de bien-être pour la société¹⁸.

Le rôle de l'Etat peut être classifié en trois catégories de fonction :

- *Fonction d'allocation optimale des ressources* économiques rares pour en tirer les meilleures parties pour le bien être de la collectivité. Elle consiste à rétablir un usage des ressources optimales au sens de « Pareto » à chaque fois que le jeu spontané des échanges et des marchés s'écarte de cet optimum.

¹⁷ Définition tirée d'un article du Wikipédia

¹⁸ Concurrence et régulation des marchés, article de Yves Croissant et Patricia Vornetti

- *Fonction de redistribution* des richesses sous forme de revenu, de fortune. On attend de l'Etat une distribution équitable du bien être, du revenu et de la fortune.
- *Fonction de stabilisation économique*, l'Etat doit veiller à l'équilibre macroéconomique, doit stabiliser les fluctuations, stabiliser la croissance économique. Les deux objectifs de l'Etat dans la régulation de l'économie sont le plein emploi des facteurs de production et la stabilité des prix.

Ces trois fonctions sont interdépendantes. Pour mener à bien la politique propre à une fonction il faut que les objectifs des deux autres fonctions soient atteints. L'amélioration du résultat d'une fonction contribuera à l'amélioration du résultat d'une autre fonction : les trois fonctions sont donc complémentaires. Par exemple une bonne fonction d'allocation des ressources associée à une bonne fonction de stabilisation entraîne nécessairement à une bonne fonction de redistribution. Cependant les mesures prises au titre d'une fonction peuvent aussi pénaliser une autre fonction : situation d'antagonisme des fonctions. Par exemple une mauvaise redistribution des richesses c'est-à-dire une mauvaise utilisation des richesses pénalise la fonction d'allocation et frappe ainsi la stabilité macro économique, la croissance économique sera perturbée.

2. Economie planifiée

Une économie planifiée est une économie dirigée au moyen d'un plan fixant les objectifs de production sur une période annuelle ou pluriannuelle. Autrement dit, elle désigne un mode d'organisation fondé sur la propriété collective ou étatique des entreprises qui se voient imposer des objectifs de production par un plan centralisé. C'est un mode extrême de l'intervention de l'Etat.

La planification veut modifier les institutions afin de s'assurer l'accélération du taux de croissance économique. Réforme et croissance, tel est le but de la planification. Cependant la planification dans un pays démocratique se diffère de la planification d'un système totalitaire. La démocratie limite le contrôle étatique dans l'économie. Elle ne vise pas le but de limiter l'entreprise privée, mais elle désire améliorer les conditions de son fonctionnement. Dans une procédure de planification par les prix, le Centre transmet des informations sur les prix des biens et services à la périphérie. Celle-ci renvoie des informations concernant les quantités produites ou volumes demandés.

3. Les premières stratégies de développement

L'économie du développement, qui a mis en place des stratégies de développement dans les années 1950-1970, reposait sur le refus de la régulation marchande au profit de l'intervention de l'Etat.

Afin de favoriser l'industrialisation des pays nouvellement indépendants, l'intervention de l'Etat s'avérait nécessaire pour que les pays du tiers monde puissent surmonter les blocages qui entravent leur développement. L'Etat providence s'avérait être nécessaire¹⁹. L'Etat Providence est une conception du rôle de l'État. Il lui attribue le devoir de jouer un rôle actif dans la promotion de la croissance économique. L'objectif est que les ressources soient utilisées au mieux, qu'elles ne soient pas gaspillées.

Le marché est considéré durant cette période comme l'origine du sous développement. En effet, beaucoup de PED participant au commerce international souffre d'une spécialisation de leurs exportations dans des produits primaires dont les termes de l'échange se dégradent et l'échange est inégal au niveau mondial. Il n'y a donc aucun recours au marché extérieur.

4. Les raisons de limitation de l'intervention publique

Cette intervention publique substituant au marché va connaître des échecs dans les années quatre vingt. En effet, la trop grande intervention étatique va entraîner des disfonctionnements économiques comme la désincitation de l'investissement productif privé, la limitation de gains de productivités dans les industries nationales à cause de la réduction de la concurrence aux importations. Ce qui va entraîner l'accroissement de la dette des PED car ils sont encore plus dépendant de l'extérieur concernant la technologie et le financement.

Les institutions financières internationales (FMI et la Banque Mondiale) ont avancé que le trop intervention l'Etat est la cause du maintien dans le sous développement des pays pauvres, en voyant la progression rapide et le non paiement de la dette que connaissent les PED dans les années quatre vingt. De nombreux pays sont incapables de faire face aux échéances. Ainsi les institutions financières vont conditionner l'obtention des prêts. Ces mesures sont destinées à assurer la stabilisation conjoncturelle du pays emprunteur pour assurer le respect des échéances de remboursement. Les politiques d'ajustement structurel (PAS) mises en place en 1990 visent à maîtriser l'inflation et à réduire le déficit public pour réajuster le déficit de la balance des paiements des PED.

¹⁹ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

Après, ces conditions sont devenues des politiques structurelles visant à remplacer la régulation publique défaillante par une régulation marchande : privatisations, dérégulations de marchés, suppression des mesures protectionnistes, réduction des subventions. Ces mesures ont été prises pour que les PED puissent s'intégrer dans le marché mondial des produits et aussi de la finance. Les PED peuvent donc accéder à d'autres sources de financement privé que sont les investissements directs à l'étranger et les investissements de portefeuille. En conséquence, les mécanismes du marché ont été instaurés dans la production nationale pour promouvoir le développement des PED. Le marché doit ainsi orienter les ressources productives là où elles seront mieux utilisées pour que le pays soit compétitif devant la concurrence étrangère et avoir plus de débouchés suite à l'insertion dans le commerce international.

L'action de l'Etat rencontre donc des limites quand elle s'avère inefficace, quand sa mise en œuvre est aussi trop coûteuse.

B. Le libéralisme économique

Le libéralisme économique est une idéologie qui perçoit la société comme un ensemble d'agents libres dont les activités seront coordonnées grâce au marché et aboutissent à la meilleure situation générale²⁰. Les pouvoirs publics ne doivent s'intervenir dans la sphère économique que pour coordonner les entreprises ou garantir un marché équitable. Ils ne doivent pas contrôler les moyens de production. Les forces du marché permettent l'allocation optimale des ressources. Il faut donc un Etat minimal.

Le libéralisme économique stipule que l'économie de marché constitue la meilleure manière d'assurer la croissance économique et d'améliorer le niveau de vie de la population donnée. Il repose sur ces principes : libre échange, liberté d'entreprendre, libre choix de consommation, de travail... Pour les néoclassiques ou les néolibéraux, libre marché veut dire : privatisation des entreprises publiques, promotion du libre échange et l'expansion des exportations, l'attrait des IDE des pays développés.

1. Arguments théoriques du libéralisme économique

a) Les avantages du libre échange

L'école néoclassique considère l'intervention publique comme une nuisance au fonctionnement optimal du marché. L'intervention excessive de l'Etat dans l'activité

²⁰ Définition tirée d'un article du Wikipédia

économique ralentit la croissance économique dans les PED. La rencontre entre une offre et une demande sur le marché détermine la quantité échangée (de travail, de production, de monnaie, de titres) et le prix de vente (salaire, prix des biens, taux d'intérêt, cours boursier). L'équilibre de marché n'est un optimum Parétien que si certaines conditions sont satisfaites. Les cas, où elles ne le sont pas, correspondent aux « défaillances du marché ».

Les classiques favorisent, dans son analyse (théorie), la nécessité du libre échange sur l'économie. Cette théorie met en valeur « le marché » en tant que mode de régulation économique, c'est-à-dire que l'économie s'exposait sur ce marché. C'est ce qu'on appelle « loi de marché » dans lequel le prix s'ajuste en fonction de l'intensité de l'offre et de la demande. Le marché réalise l'équilibre de l'offre et de la demande. Le seul devoir du pouvoir politique est de laisser-faire, d'éviter seulement les fraudes, les vols, les délits, fonctions dites régaliennes.

Le libéralisme néoclassique stipule que l'Etat doit intervenir pour corriger les défaillances du marché alors que les libéraux classiques sont pour une action minimale voire l'abstention totale de l'Etat de mener des actions dans le domaine économique.

Le libre-échange favorise la mise en concurrence des entreprises qui recherchant la compétitivité vont faire des efforts de recherche et d'innovation, réaliser des gains de productivité, des économies d'échelle ; favorisant les gains de parts de marché et donc la croissance de la production, le libre échange est donc facteur de croissance économique. Le libre-échange favorise également la diffusion du progrès technique au niveau mondial ; ce qui est favorable à l'amélioration des techniques de production, à l'adaptation à la demande... : nouveaux besoins, nouveaux produits.

Les libéraux considèrent le protectionnisme comme un frein à la croissance et du bien être. En effet il peut freiner la croissance de la production et freiner la compétitivité entraînant ainsi la hausse du coût de production et donc du prix de vente pénalisant la croissance et le consommateur.

b) Le commerce international : moteur de la croissance

Pour les libéraux, le commerce international est un des moteurs ou des servants de la croissance et les échanges sont mutuellement bénéfiques aux pays participants, quel que soit leur niveau de développement. Les thèses classiques et néoclassiques stipulent que la spécialisation permet une utilisation optimale des ressources disponibles. Chaque pays doit se spécialiser dans les productions utilisant les facteurs de production dont il dispose en

abondance ; ce qui permet une utilisation optimale des ressources productives, donc de produire le plus efficacement possible.

Quel que soit le critère de spécialisation retenu, le libre échange est facteur de croissance et de développement pour tous les participants à l'échange : Avantages absolus selon Adam Smith ; Avantages comparatifs selon David Ricardo ; Théorème d'HOS.

Le commerce international permet une spécialisation, une division internationale du travail où chaque pays choisit les secteurs d'activité où il est le plus efficace, le plus productif, ce qui permet de maximiser la production mondiale, et donc de satisfaire au mieux les besoins des différents pays participant à l'échange. On obtient ainsi une allocation optimale des ressources. Adam Smith précise que si un pays étranger peut nous fournir une marchandise à meilleur marché que nous ne sommes en état de l'établir nous même, il vaut bien mieux que nous la lui achetions avec quelque partie du produit de notre industrie, employée dans le genre dans lequel nous avons quelque avantages²¹.

David Ricardo va dépasser cette théorie des avantages absolus, et fonde la spécialisation sur les différences de coûts relatifs. Pour lui, même si un pays n'a pas d'avantage productif pour aucun bien par rapport aux autres pays, il tirera quand même un gain de l'échange international en se spécialisant là où son infériorité est la plus réduite²². Ce qui intéresse les commerçants n'est pas le prix absolu des biens mais leur prix relatif, c'est-à-dire un bien comparé aux autres biens de l'économie. Tous pays dans lequel un bien est peu onéreux à intérêt à le produire pour l'échanger dans les autres pays où il est le plus cher. En considérant deux pays et deux biens, lorsqu'un pays a un avantage pour un bien, l'autre pays dispose nécessairement d'un avantage pour l'autre bien. L'intérêt à l'échange est donc réciproque et permet l'enrichissement de tous les pays qui y participent.

La théorie de Heckscher, Ohlin et Samuelson connue sous le nom de théorème d'HOS cherche à expliquer l'origine de l'avantage comparatif²³. Ils fondent la spécialisation sur des différences de dotation en facteurs de production. Chaque pays aura intérêt à se spécialiser et donc exporter les produits qui requièrent beaucoup le facteur de production qui est abondant chez lui. Au contraire il gagnera à importer les produits demandant des facteurs de production qui y sont rares. Mais cette spécialisation en facteur de production entraînera une tendance à l'égalisation des rémunérations de ces facteurs entre les pays. Ainsi le facteur rare moins

²¹ Alain Geledan, *Histoire de la pensée économique, les fondateurs*, Sirey 1993

²² Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

²³ Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, *Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives*, Hachette supérieure 1995

demandé après l'échange verra son prix baissé, et le facteur abondant, plus demandé, verra son prix s'élever. Cette tendance permettra le rapprochement des niveaux de développement des PED et des pays avancés.

La spécialisation permet donc d'obtenir des produits à un coût moins élevé que s'ils avaient été produits sur le territoire national et donc une hausse du niveau de vie. La spécialisation stimule la compétitivité et favorise la réalisation des excédents commerciaux qui assurent le financement des importations des biens d'équipements, vecteurs de croissance et de la hausse des revenus. Le développement des échanges internationaux est donc favorable à tous les participants à l'échange selon les analyses libérales.

L'insertion dans le commerce international permet aussi au pays d'élargir ses marchés, donc plus de débouchés, permettant la hausse de la productivité et la réalisation de l'économie d'échelle.

c) Ouverture aux capitaux étrangers

Politique d'accueil des investissements étrangers

L'investissement, en économie, est la part de la richesse destinée à accroître la production, par l'accroissement ou le renouvellement des capacités productives. Les phases, dans le modèle linéaire de développement de Rostow étaient caractérisées par un saut dans le taux d'investissement. Donc il y a un lien étroit entre la croissance et l'investissement.

Les PED, caractérisés par le taux d'épargne très faible, n'ont pas la capacité de réaliser des investissements. Or l'insuffisance d'investissement peut entraîner une stagnation de l'activité économique ou une récession avec éventuellement une aggravation du chômage et de l'inflation. Ainsi, ils doivent recourir aux investissements étrangers leur permettant de réduire cette carence et pour accroître leur productivité entraînant la croissance.

Des différentes politiques sont mises en place afin d'attirer les investissements des multinationales (FMN), mais il y a aussi des mesures de contrôle et restrictions sur leurs activités²⁴. Les PED prônent ces mesures afin d'éviter ou de limiter les effets négatifs des investissements étrangers et de maximiser ainsi les bénéfices. Des négociations, portant sur les conditions de l'investissement, auront donc lieu entre la FMN et le pays hôte avant son implantation.

²⁴ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

Les mesures pour inciter les investissements étrangers sont surtout l'exonération et réductions fiscales ; possibilités d'importations hors taxe ; amortissement accéléré des investissements ; mise en place d'infrastructures ; protection douanière ; facilités de rapatriements de profits et garanties contre d'éventuelles nationalisations. Cependant une incitation trop excessive peut détourner les investissements étrangers.

Les restrictions imposées par les pays aux activités des multinationales concernent notamment l'exclusion de certains secteurs considérés comme importants pour la souveraineté nationale ; participation de capitaux nationaux à l'entreprise (joint-ventures) ; limitation des rapatriements de profits et de contrôle des mouvements de capitaux ; proportion imposée de cadres nationaux et clauses concernant la formation ; obligation d'exporter une part de la production ; part d'inputs locaux et dispositions relatives au transfert de la technologie.

La compétitivité sur les IDE est conditionnée par le niveau des salaires, des prix et du taux de change. Les IDE dépendent aussi de la dynamique interne de l'économie. L'existence préalable de base industrielle a contribué et a favoriser la venue de nouveaux investisseurs. Les trois facteurs essentiels qui déterminent les IDE sont :

- l'importance de la taille de la population du pays constituant une main d'œuvre abondante et un marché potentiel ;
- le dynamisme du secteur exportateur : puisque l'ouverture du pays, la croissance de ses exportations et la croissance des prix des produits manufacturés exportés favorisent les IDE ;
- le niveau de compétitivité du pays à travers le coût de sa main d'œuvre relié avec le niveau de vie de la population.

L'IDE tend à libérer les ressources intérieures rares qui deviennent ainsi disponibles pour d'autres projets d'investissement.

Les multinationales

Les FMN constituent le principal moyen de transmission de l'IDE. La FMN peut être définie comme une entreprise qui possède et contrôle des activités productives dans plus d'un pays²⁵. Elle contrôle, de façon directe ou indirecte, des filiales situées à l'étranger, et qui est en mesure d'élaborer une stratégie industrielle et commerciale mondiale. Les investissements directs effectués à l'étranger par une firme multinationale peuvent prendre la forme d'acquisitions d'entreprises déjà existantes, ou passer par une création

²⁵ Rapport de l'OCDE 2002

d'unités nouvelles. Les PED ont considérés les multinationales comme des agents qui les exploitent. Mais cet égard vis-à-vis des multinationales s'est progressivement changé en les envisageant comme éléments indispensables d'une politique d'industrialisation. En effet ces FMN apportent du capital, technologie, accès au marché mondial. Le mouvement de la mondialisation de l'économie est accompagné par la progression de ces FMN.

Ces multinationales ont plusieurs caractéristiques telles que :

- La FMN maximise son profit de façon globale, et non pour chacune de ses unités (ses intérêts ne se confondent donc pas nécessairement avec ceux du pays hôte) ;
- La firme fait partie d'un réseau mondial qui peut lui fournir des informations, des techniques, des produits, des marchés, des cadres et des capitaux. ;
- Elles entreprennent une stratégie de fragmentation qui consiste à mettre en œuvre les avantages comparatifs des différents pays en distribuant leurs activités entre eux en fonction des facilités ou des coûts de production ;
- Elles engagent une stratégie commerciale. En effet elles s'implantent essentiellement pour produire et vendre sur le marché local ;
- Elles entreprennent aussi une stratégie productive visant à une production locale à des coûts faibles, pour en réexporter l'essentiel vers les marchés extérieurs, y compris le pays d'origine.

Ces multinationales cherchent avant tout à élargir les marchés, de trouver des devises, mais aussi à la recherche de salaires moins élevés dans des pays encore plus pauvres.

Les effets positifs de l'IDE pour le développement

L'IDE influence la croissance en améliorant la productivité totale des facteurs, en permettant au pays d'accueil de s'insérer au marché mondial et, plus généralement, l'efficacité de l'utilisation des ressources dans l'économie bénéficiaire. Pour les pays en développement, les économies émergentes et les pays en transition, l'IDE est devenu une source de plus en plus importante de développement économique et de modernisation, de croissance des revenus et d'emplois. Ils ont libéralisé leurs régimes applicables à l'IDE et mis en œuvre des mesures pour attirer l'investissement. Les effets positifs de l'IDE sont les suivants :

➤ *Solution du double déficit*

L'IDE constitue une solution du double déficit qui frappe les PED : déficience de l'épargne et déficience de devise. Dans la théorie des cercles vicieux, les faibles revenus des PED entraînent la faiblesse de l'épargne intérieure. Alors que la faiblesse de l'épargne

engendre un faible investissement et limite ainsi les efforts de développement. Il faut donc l'apport des ressources extérieures pour rompre ces cercles vicieux. En effet ces ressources permettront d'accroître le stock de capital technique et la productivité, et donc les revenus et la demande et par là l'investissement interne, engageant ainsi les pays sur la voie du développement économique. Les capitaux étrangers sont donc nécessaires pour réaliser la croissance des PED.

Pour éviter les difficultés liées à la dette, les choix des PED, en matière de capitaux étrangers, se tournent davantage vers les multinationales. En effet les dividendes versés à l'investisseur étranger dépendent de la rentabilité de l'investissement, alors que les intérêts et les remboursements d'un emprunt ne sont pas liés à l'usage des fonds, et doivent être effectués de toute façon. L'IDE est aussi la forme la moins coûteuse de différente forme de capitaux.

Le niveau de la devise des PED est faible. Ceci est dû essentiellement par l'insuffisance de l'exportation par rapport à l'importation et aussi par la détérioration des termes de l'échange. Pour diversifier leur produit, pour être plus compétitif face aux concurrences étrangères, les PED sont obligés d'importer des technologies et les équipements nécessaires pour développer leur industrie locale. Si la devise reste insuffisante, le pays ne pourra pas satisfaire ses besoins industriels alors que l'industrialisation est le facteur de la croissance. L'IDE est une solution aux PED pour accroître leur exportation étant le facteur principal de rentrée de devise et que le pays puisse profiter du gain de l'échange.

➤ *Les bénéfices directs de l'IDE*

L'IDE contribue à la fois à la croissance de la productivité des facteurs et à celle des revenus dans les pays d'accueil au-delà de l'incidence qu'aurait normalement un investissement local. Il apporte des effets directs sur l'emploi, la formation du capital, la valeur ajoutée, l'exportation, la balance de paiement et donc la croissance économique.

Les effets directs des IDE dans l'économie d'accueil sont notamment :

-L'apport d'un capital nouveau par rapport aux ressources du pays, et donc production supplémentaire, distribution de revenus et création d'emplois.

-Hausse des salaires réels distribués, baisse des prix, amélioration de la qualité des produits pour les consommateurs, accroissement des recettes fiscales.

➤ *Les bénéfices indirects de l'IDE*

Les bénéfices indirects à attendre de l'investissement étranger sont liés aux économies externes qu'il permet :

- Transferts de technologie

Les transferts de technologie représentent une condition nécessaire de l'industrialisation des PED. Deux définitions peuvent être retenues : les transferts de technologie sont « l'exportation des moyens de mise en œuvre des techniques » ou « la communication, l'adoption et l'utilisation d'un pays à un autre, de techniques »²⁶.

A cause de l'insuffisance voire l'inexistence d'institution de recherche et développement dans les PED, les FMN sont la principale source d'activités de recherche et développement. Les transferts de technologies sont peut-être le principal mécanisme par lequel la présence de sociétés étrangères peut avoir des externalités positives dans l'économie d'accueil en développement.

Le transfert de technologies et leur diffusion s'opèrent par le biais de quatre mécanismes interdépendants²⁷ :

- Les liaisons verticales avec les fournisseurs ou les acquéreurs dans les pays d'accueil, liaison en amont avec les fournisseurs locaux dans les PED. Les entreprises multinationales fournissent généralement une assistance technique, une formation et diverses informations pour améliorer la qualité des produits des fournisseurs. Bon nombre d'entreprises multinationales aident les fournisseurs locaux à acheter les matières premières et les biens intermédiaires et à moderniser ou améliorer les installations de production ;
- les liaisons horizontales avec des entreprises concurrentes ou complémentaires de la même branche ;
- les migrations de personnel qualifié ;
- et l'internationalisation de la Recherche - développement.

Les PED peuvent donc bénéficier des technologies apportées par les FMN et leur permettant d'augmenter leur productivité.

- Formation de la main d'œuvre

Les multinationales en apportant de nouvelle technologie dans le pays, sont obligés de donner de la formation aux personnels du pays d'accueil. Cela améliorera la qualité de la main d'œuvre des PED, leur permettant d'absorber tout le transfert de technologie. L'amélioration du capital humain engendrera un accroissement de la production.

- Apport de capacités en termes de gestion et d'organisation

Les entreprises multinationales imposent leurs propres stratégies, leurs systèmes de notification internes et leurs principes en matière de communication de l'information aux

²⁶ Rapport de l'OCDE 2002

²⁷ Rapport de l'OCDE 2002

entreprises qu'elles acquièrent. Dans la mesure où les pratiques de l'entreprise étrangère sont supérieures à celles des entreprises de pays d'accueil, il peut en résulter une amélioration de l'efficacité.

- Développement de l'infrastructure du pays
- Développement des exportations
- Effets d'entraînement en amont et en aval

La présence d'entreprises étrangères peut favoriser largement le développement économique en stimulant la concurrence au niveau local, ce qui peut se traduire au bout du compte par une amélioration de la productivité, une baisse des prix, et une affectation plus efficace des ressources. Toutes les branches économiques vont donc améliorer leur moyen de production et développer la formation de leur personnel afin de faire face aux concurrents locaux et étrangers.

Cependant, l'intervention de l'Etat est nécessaire dans la maximisation de ces effets indirects des IDE à cause de l'imperfection du marché surtout dans le marché de technologie.

2. Limite du libéralisme économique

Le développement du marché va connaître des limites dans les années 1990. Suite aux politiques d'ajustement structurel du FMI, préconisant une politique de libéralisation et de retour aux mécanismes du marché, plusieurs pays entrent dans une crise financière grave. Les politiques des institutions financières ont entraîné la déstabilisation financière de quelques pays en les exposant aux mouvements brusques des capitaux internationaux²⁸.

La limitation des dépenses publiques et du champ d'intervention de l'État du fait des privatisations a accru la pauvreté et a même provoqué le recul de certains indicateurs de développement humain, comme la mortalité infantile ou le taux d'alphabétisation. Mais d'autres pays ont pu réussir en prônant cette stratégie de développement qui se prive de la régulation publique la Corée du Sud, Taiwan, Hong Kong, Singapour. Malgré cette réussite, ces NPIA sont aussi touchés par la crise financière.

Selon Joseph Stiglitz, si les marchés sont trop ouverts précipitamment à la concurrence, avant la mise en place d'institutions financières très fortes, les emplois vont être détruits plus rapidement qu'on ne pourra en créer de nouveau²⁹. Les PED ne disposent pas des institutions politiques et sociales pour mettre en place la libéralisation de l'économie et la régulation marchande, et résister à la concurrence sur le marché international.

²⁸ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

²⁹ Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Le Livre de poche 2003

a) Commerce international : frein à la croissance

Pour les économistes néo-marxistes, le commerce international serait à l'origine du sous développement et deviendrait ainsi un obstacle à la croissance. En effet le commerce international, caractérisé par l'impérialisme et l'échange inégal, est à l'origine du retard des pays pauvres. Le commerce international permet aux pays capitalistes d'exploiter les pays pauvres.

Les spécialisations ne conduisent pas forcément à la croissance économique comme le préconisait les libéraux. Toutes les spécialisations ne sont pas compétitives. En effet, la spécialisation dans les matières premières, correspondant à l'ancienne DIT issue de la colonisation reste la principale cause du sous développement des PED. L'ancienne DIT est conforme aux intérêts des pays développés. Les PED sont confrontés à la dégradation des termes de l'échange c'est-à-dire que les prix des principaux produits qu'ils exportent (produits primaires) baissent sur le long terme alors que les prix des produits industriels qu'ils importent augmentent. Ce qui les oblige à augmenter leur offre sur le marché mondial et donc à provoquer plus encore la chute des cours des produits qu'ils exportent. Ils sont ainsi dépendants économiquement, les PDEM sont leurs principaux clients, financièrement à cause de leur endettement, mais aussi technologiquement, incapable de produire des biens d'équipement industriels, ils dépendent en majorité de la technologie des pays industrialisés.

L'échange inégal, caractéristique du commerce international, peut être un frein à la croissance des PED. Ces derniers sont exploités par les pays avancés. Les pays du centre bénéficient des bas prix des marchandises importées du PED. Le développement des échanges internationaux ne profite pas à toutes les catégories sociales. Dans le commerce international, les gains des uns sont les pertes des autres.

La protection est nécessaire pour protéger les industries naissantes. Une protection modérée, temporaire et limitée à l'industrie doit permettre le développement du pays en retard. List parle de protectionnisme éducateur³⁰. Selon lui le libre échange ne peut que favoriser le pays avancé. Le protectionnisme assure à l'Etat la possibilité de défendre les grands objectifs économiques internes.

Plus les pays s'industrialisent et s'intègrent au marché mondial ; plus ils subissent les effets de la concurrence internationale³¹. La concurrence étrangère accélère la disparition

³⁰ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

³¹ Christian Harbulot, *La machine de guerre économique*, Economica 1992

de certaines activités locales incapables de rivaliser avec les productions à haut niveau de productivité, et parfois très subventionnées. Le libre-échange rend les pays en développement victimes d'une concurrence déloyale, qui se traduit par un appauvrissement (contraction des revenus, chômage, développement de la misère...) empêchant toute réduction des inégalités de développement. Il ne permet pas de limiter les situations de domination et de dépendance pour les PED. Les entreprises disparaissent si elles n'ont pas les moyens de lutter contre les nouvelles formes de concurrence apparues sur le marché mondial. La compétition mondiale met aux prises les principales puissances et déstabilise les nations les plus faibles. Il ne suffit pas de biens produire pour vendre plus mais il faut aussi savoir se préparer pour faire face aux stratégies des concurrents.

b) Les effets négatifs de l'IDE pour le développement

Les IDE ne peuvent pas toujours réduire le double déficit dans le cas où ils agissent comme un substitut aux investissements locaux par exemple privatisation, dette. Etant donné que les FMN sont plus efficaces et très compétitives, elles peuvent aussi écarter ou éliminer les firmes locales dans une situation de libre concurrence. Enfin si l'IDE est orienté vers le marché local, il épuise les réserves en devise du fait du rapatriement de profits réalisés grâce au mécanisme du commerce intra firme, des royalties, des importations des matières premières.

Elle peut aussi entraîner une perte d'indépendance économique du pays hôte puisque les décisions sont prises à l'extérieur, et parfois également politique lorsque les FMN interviennent pour soutenir tel ou tel régime en place.

Il y a aussi des types d'investissement qui ne correspondent pas aux besoins réels des PED, favorisent une répartition inégale des revenus, et créent peu d'emplois du fait de méthodes de production capitalistes importées des pays riches. Les FMN vont produire des biens de consommation que seules les catégories aisées pourront acquérir, ce qui nécessite le maintien d'un marché pour ces biens et donc une concentration des revenus.

Les FMN au départ accroissent la concurrence mais à long terme leur présence pousse à la concentration industrielle par l'élimination des concurrents plus faibles, le rachat d'entreprises nationales, la réaction de défense des producteurs locaux qui se regroupent, et enfin les accords avec le gouvernement pour maintenir leur marché.

En règle générale, les pays ne devraient pas fonder leurs stratégies de développement sur l'IDE et ses avantages. Les entrées d'IDE devraient être considérées comme un précieux complément des efforts locaux et non comme un élément déterminant de la croissance. L'Etat

doit aussi jouer un rôle important dans la sélection des IDE afin que le pays puisse bénéficier des effets positifs attendus lors de l'implantation de ces multinationales.

C. Etat et marché

On a vu précédemment que les stratégies privilégiant une seule institution régulatrice (Etat fort ou marché) conduisent à des échecs. Mais il reste une autre alternative, celle de combiner Etat et marché.

L'Etat tient un rôle dans le développement à long terme « Etat plus efficace est nécessaire pour créer l'infrastructure institutionnelle permettant aux marchés de s'épanouir » et « l'objectif est de montrer qu'Etat et Marché sont institutionnellement interdépendants sans que l'un doive dominer l'autre »³². Les marchés n'ont pas toujours des effets très désirables ; ils sont en particulier incapables de promouvoir une distribution équitable des revenus. Mais, il faut ni un Etat maximum, ni un Etat minimum mais un Etat optimum moderne et réformé. Le sous-développement est assimilé à un Etat trop faible, incapable d'assurer la régulation économique, sociale et politique des PED.

L'Etat doit donc prendre en charge la production de plusieurs biens collectifs nécessaires au développement (accès à l'eau par exemple) et atténuer les nuisances des mécanismes du marché sur la population : pollution, hausse des inégalités... L'action de l'Etat peut aussi être utile à l'initiative marchande privée en produisant des biens et services sources d'externalités positives : l'éducation, les dépenses de recherche-développement, les infrastructures...

Le marché doit se substituer à l'Etat là où il est le plus efficace en termes d'incitations et d'allocation des ressources : déréglementation de marchés contrôlés par des entreprises publiques pratiquant des tarifs supérieurs au prix de concurrence par exemple. Les NPI ont développé l'union entre secteur public et secteur privé. La Corée du Sud a d'abord privilégié un fort interventionnisme de l'Etat (industrialisation, protection des industries naissantes, orientation des investissements, facilitation du crédit), puis a favorisé progressivement la régulation marchande des grands secteurs productifs nationaux.

II. STRATEGIE D'INDUSTRIALISATION

A partir des années 1950, la plupart des PED va adopter des stratégies d'industrialisation au détriment du secteur agricole. Les objectifs de l'industrialisation

³² Pierre Judet, *Emergence asiatique : un modèle planétaire?*, Charles Léopold Mayer 1997

sont d'une part de dépasser la division internationale du travail, développer la spécialisation afin d'éviter la détérioration du terme de l'échange et d'autre part de promouvoir la croissance économique étant la condition principale du développement.

Les tenants de la théorie de la croissance équilibrée³³ sont pour la répartition équilibrée des investissements économiques afin d'éviter tout déséquilibre, donc un développement harmonieux dans tous les secteurs. Par contre, d'autres économistes font la promotion de la croissance déséquilibrée³⁴. Le choix des investissements va s'opérer sur des secteurs particuliers et les investissements vont à leur tour, déclencher des effets d'entraînement sur d'autre secteur, en entraînant ainsi l'ensemble de l'économie nationale dans un processus de développement.

A. Le développement autocentré

Le premier type de stratégies de développement regroupe des industrialisations basées sur le développement du marché intérieur : c'est le développement autocentré. Elles reflètent un « pessimisme pour les exportations » vécu par ces pays à la suite de spécialisations défailtantes (souvent dues à un passé de colonie) et d'une dégradation des termes de l'échange.³⁵

1. L'industrialisation par substitution aux importations (ISI)

La stratégie d'ISI est tournée vers le marché intérieur : il s'agit d'assurer un développement équilibré où la production nationale satisfait progressivement la demande interne en remplaçant les importations³⁶. La dépendance extérieure doit diminuer, l'économie se diversifie et l'équilibre de la balance commerciale se renforce. Cette stratégie était pratiquée surtout en Amérique Latine jusque dans les années soixante, en Asie du Sud ainsi qu'en Afrique au moment de la décolonisation (fin des années 50).

Pour éviter une crise de surproduction, il faut l'élargissement du marché intérieur auquel une redistribution du revenu et une réforme agraire doivent contribuer de façon décisive pour augmenter la demande intérieure. La constitution de marchés communs régionaux, notamment dans les économies de petite taille, s'avère indispensable. Des mesures protectionnistes sont aussi nécessaires tels que les quotas, les droits de douane qui doivent

³³ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

³⁴ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

³⁵ Philippe DEUBEL, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Pearson Education France, 2008

³⁶ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

filtrer les importations en fonction des besoins prioritaires de l'industrialisation. En plus de tout cela, il faut des apports financiers de l'extérieur soumis à contrôle (financement par endettement international) et l'appui au financement de l'investissement (politique budgétaire active, taux bonifiés).

L'ISI se développe tout d'abord dans les industries de biens de consommation courante (biens alimentaires, textile) qui ne nécessite pas de protection élevée. Après le pays entamera dans la production de biens d'équipement et de biens de consommation durable, où l'intensité capitaliste et l'échelle de production sont plus élevées. À terme, cette stratégie d'industrialisation par l'aval doit donc aboutir à une production industrielle diversifiée assise sur un marché intérieur stable. Elle a permis les pays d'Amérique Latine, l'Inde et le Pakistan et les pays de l'Europe de l'Est à s'industrialiser.

2. Les industries industrialisantes

Il s'agit de construire une industrie par l'amont, développer en priorité les industries ayant des effets d'entraînement sur les autres et permettant de rendre le pays autonome. Le concept utilisé par François Perroux est celui de « pôle de croissance »³⁷. Il conçoit l'industrie comme partant d'une unité dominante, d'un secteur, d'un pôle qui en se développant, va propager ses effets sur d'autres secteurs ou pôles.

La stratégie industrie industrialisante est inspirée des choix industriels de l'Inde. Elle est suivie en particulier par l'Inde dans les années 50 et l'Algérie à partir de 1967. Cette stratégie amène l'État à orienter les investissements à la place du marché.

Les secteurs privilégiés sont ceux de l'industrie lourde en amont du processus productif qui, en dégageant des gains de productivité, favoriseront la croissance de l'économie toute entière. Plus l'investissement dans le secteur de biens de production sera important, plus à terme la production de biens de consommation pourra augmenter. Le secteur primaire, lui, doit fournir les biens de consommation intermédiaires à l'industrie et des débouchés aux biens d'équipement qui y sont produits.

3. Les effets négatifs de ces stratégies

À court terme, ces stratégies semblent atteindre leurs buts : la production industrielle se diversifie à travers la constitution d'un appareil productif modernisé et la richesse produite

³⁷ Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, *Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives*, Hachette supérieure 1995

par habitant augmente, en particulier dans les grands pays comme l'Inde, le Brésil ou le Mexique. Mais, à la fin des années 1970, un constat s'impose : ces stratégies n'ont pas permis d'entretenir un processus durable de croissance et de développement; la pauvreté et les inégalités sont toujours fortement présentes.

L'insuffisance sur le marché intérieur n'a pas permis d'assurer des débouchés aux produits industriels. Les politiques préconisées pour le développement de l'ISI et des industries industrialisantes ont entraîné : la forte dépendance vis-à-vis de l'extérieur concernant la technologie et le financement, des coûts de production élevés ; déséquilibres des balances commerciales ; l'aggravation des inégalités de revenu par les privilèges accordés aux industriels ; la non absorption suffisante de main d'œuvre du fait de l'adoption des méthodes de production capitalistiques.

Ainsi la stratégie de développement autocentré était un échec à cause de ces diverses raisons. Mais malgré cet échec, ces stratégies ont permis une industrialisation rapide des PED depuis les années trente.

B. Développement extraverti

Une stratégie de développement extraverti s'appuie, dans une logique libérale, sur les avantages comparatifs du pays pour l'insérer dans la division internationale du travail. Elle se traduit par une politique de promotion des exportations : on définit les produits susceptibles de se vendre sur le marché mondial et on facilite leur production en ouvrant le pays aux multinationales.³⁸

C'est une stratégie des pays qui comptent sur l'insertion dans les échanges mondiaux de marchandises pour favoriser leur développement, grâce notamment aux achats de biens d'équipement et donc aux transferts de technologie que permettent les échanges. L'industrie produit donc principalement pour le marché extérieur, participation croissante du pays au commerce international.

1. *L'industrialisation par promotion d'exportation*

Il s'agit de remplacer les exportations de produits primaires par des exportations de produits manufacturés ou des produits élaborés, de remplacer progressivement les exportations traditionnelles, par des exportations non traditionnelles. C'est pourquoi, on nommait aussi cette stratégie « substitution d'exportation ».

³⁸ Jacques Brasseul, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin, Paris 1993

Cette stratégie a été initiée dès les années 1950 par deux pays asiatiques, Hong Kong et Singapour, rejoints dans les années 1960-1970 par la Corée du Sud et Taiwan (ces quatre pays devenant les NPIA : nouveaux pays industrialisés asiatiques ou les « Dragons asiatiques») et certains pays d'Amérique latine comme le Brésil, le Chili ou le Mexique. Dans les années 1980, d'autres pays asiatiques leur emboîtent le pas : Chine, Malaisie, Thaïlande.

En prônant cette stratégie, le pays doit savoir utiliser au mieux les avantages comparatifs : certains sont partis d'une main d'œuvre de bon marché pour exporter vers les pays développés, d'autres ont basé leur stratégie sur l'exploitation et l'élaboration de leurs ressources naturelles. Il doit intégrer progressivement du progrès technique et assurer la formation de la main-d'œuvre. Par exemple la Corée du Sud a bâti une capacité d'exportation à partir d'un avantage de main d'œuvre dans le textile.

2. Condition de succès

Mais le PED adoptant cette stratégie, pour pouvoir connaître le succès, doit savoir évoluer leur spécialisation en remontant la filière de leur exportation. Comme la Corée du Sud, en procédant à la substitution d'exportation, a couplé celle-ci à des stratégies de remonter de filière et de diversification par branche. Si la remontée de filière ne se fait pas assez vite : ces pays se retrouvent dépendants des firmes transnationales, qui y sont implantées et qui peuvent écrouler leurs unités de production très rapidement en cas de retournement de situation politique, économique ou sociale.

Les libéraux ont incités les PED à préconiser cette stratégie. Selon eux l'ISE présente un coût de production moindre par rapport à l'ISI. L'accroissement des disponibilités de devises, permis par l'ISE, facilite l'importation de biens sur le marché mondial à moindre coût, ce qui fait baisser les coûts intérieurs.

Cependant certains pays n'ont pas réussi à sortir de leur spécialisation initiale et ont vu leur dette extérieure s'accroître fortement à la fin des années 1970 et au début des années 1980. La crise asiatique de 1997, qui a secoué durement la Thaïlande ou la Malaisie, démontre aussi la fragilité de cette stratégie. L'inconvénient de cette stratégie réside donc dans le risque de dépendance et d'endettement par rapport aux pays étrangers.

Remarque

Au-delà de leurs différences, ces deux stratégies se retrouvent autour de plusieurs points communs : place essentielle de l'industrie, même objectif final d'une structure productive nationale diversifiée, place très importante de l'État dans le processus d'industrialisation, objectif de maîtriser le commerce international.

Ces deux stratégies sont aussi complémentaires. La substitution d'importation tient un rôle important dans une phase antérieure pour établir la base industrielle de l'exportation³⁹. La promotion des exportations nécessite de se protéger de certaines importations qui pourraient concurrencer l'émergence des nouvelles industries exportatrices encore fragiles. La substitution aux importations nécessite, elle, un accroissement des exportations pour assurer des débouchés à la production industrielle nationale. La réussite des NPI était obtenue grâce à la combinaison de ces deux stratégies.

Ainsi le développement économique est plus et autre chose que la richesse. Pour parvenir à ce développement économique, il faut des stratégies qui sont en accord avec la réalité économique du pays. Les théories économiques vont influencer les choix des dirigeants, la théorie keynésienne et celle des néoclassiques. Pour accélérer le rythme de développement, l'intervention des pouvoirs publics dans les économies en développement sont indispensables selon la théorie keynésienne. Selon cette théorie, le marché comporte des failles insurmontables. Les keynésiens ne s'occupent pas donc des fonctions du marché, l'utilisation des avantages comparatifs et les avantages du commerce international. Par contre, pour les néoclassiques, le marché doit tenir un rôle essentiel dans l'économie puisque, grâce à son mécanisme de fixation de prix, il permet l'allocation optimale des ressources. Cependant les résultats empiriques ont montré que ces deux théories ont des limites dans la réalité.

³⁹ Lahsen ABDELMALKI et Patrick MUNDLER, *Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives*, Hachette supérieure 1995

**PARTIE II : ETUDE SUR
LES STRATEGIES DE
DEVELOPPEMENT DE LA
REPUBLIQUE
POPULAIRE DE CHINE**

CHAPITRE I : STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT DU BOND EN AVANT

La Chine est un pays d'Asie orientale ayant une superficie de 9 571 300 km². Elle est considérée comme le pays le plus peuplé du monde, elle représente 20% de la population mondiale. En 1962, la population totale de la Chine s'élevait à 665 770 000. Celle-ci n'a cessé d'augmenter et en 2010 la Chine comptait environ 1 338 299 512 d'habitants⁴⁰. Un pays peu urbanisé, la plupart de sa population vit toujours en milieu rural.

Le système politique chinois reposait sur une monarchie impériale jusqu'en 1912, l'année qui marque la fin de l'empire avec l'élection par l'assemblée révolutionnaire d'un président de la république le 14 Février 1912. La Chine de 1918 était un pays pauvre à demi colonisé. C'est en 1921 que le Parti communiste chinois fut créé à Shanghai, parmi ses fondateurs figure Mao Zédong. La République Populaire de la Chine était proclamé en 1949 par les communistes qui occupaient l'essentiel du pays. Afin d'étendre la révolution et de généraliser son pouvoir, le Parti communiste chinois (PCC) entreprit des plans quinquennaux en matière économique.

La Chine attirait les étrangers pour sa taille, pour ses potentialités, pour les opportunités qu'elle offre, pour le commerce et aussi la surabondance de la main d'œuvre.

I. LE PREMIER PLAN QUINQUENNAL (1953-1957)

Le plan a été élaboré avec l'aide des experts soviétiques qui proposèrent aux dirigeants chinois un modèle inspiré à leur stratégie de développement. La priorité fut donnée à l'industrie et en particulier à l'industrie lourde et à celle d'équipement.

A. Le modèle de développement

1. Le modèle soviétique

Les chinois ont copié de manière déraisonnable le modèle soviétique. Ce modèle consiste à exporter des produits agricoles pour financer l'acquisition des machines et la technologie nécessaires au développement de l'industrie et pour nourrir les forces de travail urbaines en voie d'expansion. La planification tenait un rôle important dans la croissance économique de l'Union soviétique.

L'option chinoise de développement par l'industrie lourde trouvait son origine dans le processus de choix de la stratégie de l'URSS dans les années 20. La structure économique de l'URSS était caractérisée par une agriculture arriérée alors qu'elle occupait une place très

⁴⁰ Source : la Banque Mondiale

importante dans l'économie et un milieu rural pauvre. Le débat entre les dirigeants et les économistes portaient sur les moyens d'accumuler les capitaux nécessaires à l'industrialisation, les manières de résoudre l'insuffisance de la demande intérieure (la croissance de l'industrie doit être accompagnée de la hausse de la consommation pour éviter une surproduction) ainsi que le dispositif de régulation de l'économie à adopter.

Lors du débat un économiste avançait que l'amélioration de la productivité agricole et l'accroissement de la commercialisation de l'agriculture constituaient la base de l'accumulation industrielle et du développement⁴¹. Le développement de l'agriculture permettrait l'accroissement de la demande de biens industriels et des matières premières, autrement dit laisserait le développement de l'industrie légère qui à son tour accroîtrait la demande des biens de l'industrie lourde. Un autre courant de pensée entraînait aussi dans le débat, celui de l'hyper industrialisation⁴². L'Etat devait repousser le marché à jouer un rôle et devait utiliser son pouvoir de monopole afin de réaliser l'accumulation indispensable pour l'industrialisation.

Durant le débat qui durait trois ans (1924-1927), le dirigeant de l'URSS Staline a opté la stratégie d'accélération, avec comme priorité le développement de l'industrie lourde. Contrairement en URSS, la stratégie de développement de l'industrie lourde n'a pas été largement débattue en Chine. L'objectif stratégique de priorité de l'industrie lourde a été concrétisé pour la première fois dans le premier plan quinquennal de développement économique national. Selon le vice-premier ministre chinois à cette période, le développement de l'industrie lourde était la clé de l'industrialisation socialiste⁴³.

Tableau 1. Situation économique de la Chine en 1949 (% total)

	Secteur agricole	Secteur industriel
Production	70%	30% ^a
Importance dans l'économie nationale	90%	10%

a : dont 7,9% la part de l'industrie lourde

Source : Le miracle Chinois, Justin Yufu Lin-Fang Cai-Zhou Li, Economica 1996, p.16

Le secteur agricole est donc très important par rapport au secteur industriel en 1949. Il représentait le 70% de la valeur globale de la production industrielle et agricole qui était de

⁴¹ Henri Chambre, *Union soviétique et développement économique*, Aubier Montaigne, Paris 1967

⁴² Henri Chambre, *Union soviétique et développement économique*, Aubier Montaigne, Paris 1967

⁴³ Justin Yifu Lin-Fang Cai-Zhou, *Le miracle chinois : Stratégie de développement et réforme économique*, Li, Economica 1996

46,6 milliards de yuans. Le secteur agricole occupait ainsi une place très importante dans l'économie du pays. Quant à la production de l'industrie lourde, elle n'était que de 7,9% de la production industrielle. Le secteur industriel participait qu'à hauteur de 10% à l'économie nationale car la base industrielle était très faible. Une part très insignifiante par rapport à la production agricole. La situation économique de la Chine et de l'URSS se ressemblait donc avant que l'URSS prône la stratégie axée sur l'industrie lourde.

Cependant les conditions dans ces deux pays, la Chine et l'URSS, étaient différentes. L'ampleur des surplus agricoles de l'URSS, contrairement à la Chine dont la population était plus dense que par rapport à la surface cultivée, permettait facilement à l'Etat soviétique de prélever sur le revenu agricole de quoi financer le développement de l'industrie. En plus l'Union soviétique disposait déjà une infrastructure industrielle et économique.

2. La formation des coopératives

Mao Zedong ou Mao Tsé-toung (1893-1976), homme d'État chinois, dirigeant du Parti communiste chinois et principal fondateur de la République populaire de Chine, affirmait que la « collectivisation » est nécessaire pour que l'agriculture puisse contribuer efficacement à l'industrialisation du pays⁴⁴. Il s'agit de transférer les moyens de production et d'échange du secteur privé à la collectivité. L'exploitation de la terre autrement dit la production agricole est devenue donc essentielle pour le développement économique dans son ensemble. Les paysans conservaient en principe la propriété de leur terre ainsi qu'un petit terrain à usage privé. Ils sont rémunérés sur la base de leur travail.

La quasi-totalité des foyers du pays est ainsi organisée à la fin de 1956 grâce à la constitution des coopératives dès la fin de 1955. La plupart des entreprises, assurant la plus grande partie de la production industrielle, est devenue aussi des entreprises d'Etat.

Cette politique de formation de coopérative fut un échec total à cause de la collectivisation et de la pression productiviste qu'elle engendre. Non seulement les terres sont collectivisées mais les paysans sont forcés également à faire des grands efforts étant nouveau pour eux. Afin de rectifier les excès de la collectivisation, le comité central et le gouvernement procédaient à la division des coopératives. Ils ont aussi adoptés des mesures d'encouragement aux paysans en réduisant les retenues de revenu en accordant des primes et en autorisant la réouverture des marchés ruraux.

⁴⁴Jan Deleyne, *L'économie chinoise*, Seuil 1971

3. *Les objectifs*

Lors de l'élaboration du plan, l'objectif était que la Chine est dotée d'une industrie cohérente et équilibrée répondant à tous les besoins d'une puissance moderne dans quinze ans. La Chine aurait été en 1967 une puissance économique indépendante s'ils achevaient les 300 usines prévues par le programme. L'industrie y est privilégiée ; le volume de la production devait doubler en cinq ans. Pour l'agriculture en revanche, l'objectif de croissance était fixé à 23 %.

Tableau 2. Distribution des moyens de financements (% des fonds)

Industrie	58% ^a
Agriculture	8%
Transports et travaux publics des municipalités	22%
Commerce	3%
Education et la culture	7%

a : dont 85% la part de l'industrie lourde

Source : La Chine de la révolution à la réforme, Diana Hochraich, Syros 1996, p.29

Cette distribution de moyen de financement nous montre que la priorité des dirigeants chinois était le développement de l'industrie avec un financement de 58% des fonds totaux. Mais ce financement n'est pas distribué équitablement dans le secteur industriel. La part de l'industrie lourde représentait 85% des fonds du secteur industriel. Quant au secteur agricole, il ne recevait que le 8% du financement et le secteur tertiaire 32%.

Le total de financement a été estimé à 32,5 milliards de dollars soit 76,6 milliards de yuans. Presque la totalité des dépenses sont couvertes par les ressources nationales mais les chinois recevaient aussi de l'aide venant des soviétiques sous forme de prêts à long terme, remboursables en exportations de matières premières.

B. Les effets de la politique économique du premier plan quinquennal

1. *Le niveau de production*

Au début de ce programme, la Chine a pu réaliser un taux d'accroissement de 14% et la production industrielle doubla ou presque en cinq ans. Dans l'industrie lourde la production a doublé, dans l'industrie légère les progrès ont été plus lents. La production agricole a augmenté de 23%. Cette augmentation de la production est obtenue par l'irrigation et par l'amélioration de la qualité des semences et de l'outillage.

Tableau 3. Principales productions chinoises (en millions de tonnes, sauf indications différentes)

	Avant 1949	1952	1957
Céréales	138	154,5	185
Coton		1,3	1,65
Sucre		0,5	0,864
Electricité (milliards de kWh)	5,96	7,26	19,34
Charbon	61,88	66,49	130
Acier	0,923	1,349	5,35
Pétrole	0,321	0,436	1,46
Engrais chimique		0,181	0,8
Ciment		2,9	6,86
Papier		0,6	1,221
Cotonnades (milliards m)		4,2	5

Source : L'économie chinoise, Jan Deleyne, Seuil 1971, p.122

On voit dans ce tableau ci-dessus que la production dans tous les secteurs a augmenté en 1957, l'année de clôture du premier plan quinquennal. La production du secteur agricole (céréales, coton, sucre), malgré le financement très faible par rapport aux autres secteurs, s'est accrue durant la mise en place du premier plan quinquennal. La production de céréales, étant de 138 millions de tonnes, a augmenté de 34,05% (par rapport à valeur de 1949) à la fin du premier plan quinquennal. La production de sucre et de coton, qui n'est pas évalué en 1949 à cause de sa médiocrité, était respectivement 0,864 et 1,65 millions de tonnes en 1957. Ceci est dû certainement par l'augmentation de la production des engrais chimiques, étant de 0,181 millions de tonnes en 1952, a augmenté de 0,8 millions de tonnes en 1957.

Le tableau 3 montre aussi à quel point la production des biens intermédiaires : ciment, aciérie, engrais a augmenté. Ceci est dû notamment au privilège donné à l'industrie lourde durant le premier plan quinquennal. La production de ciment et d'engrais était devenue importante en 1952. La production totale dans l'industrie lourde de 4,43 millions de tonnes en 1952 a augmenté de 13,01 millions de tonnes soit un taux de croissance de 193,07%.

Quant aux industries légères l'augmentation de la production était aussi remarquable si on se réfère à l'année de 1949. La Chine a connu cette augmentation grâce à l'augmentation de la production de l'industrie lourde. La production de cotonnades en 1952 était de 4,2 milliards mètres alors que sa production était insignifiante en 1949 de même pour la production de papier : 0,6 millions de tonnes en 1952. Mais l'augmentation de la production était très faible en 1957 alors que la production dans l'industrie lourde était considérable.

Les industries productrices d'énergie (pétrole, électricité, charbon) ont participé aussi à l'augmentation dans les autres branches. En effet leur production a augmenté permettant d'approvisionner les autres branches au même rythme que leur demande augmente.

Le premier plan quinquennal a permis à la Chine de disposer des usines, soit 428 usines achevées en 1957⁴⁵.

2. *Le niveau du revenu national*

Tableau 4. Composition sectorielle du revenu national (prix courants)

	1952	1957
Agriculture	57,72	46,8
Industrie	19,52	28,3
Autres secteurs	22,75	24,9

Source : Le miracle chinois : Stratégie de développement et réforme économique, Justin Yifu Lin-Fang Cai-Zhou Li, Economica 1996, p.52

Ce tableau montre que le poids de l'agriculture dans le revenu national a diminué par rapport aux autres secteurs et au secteur industriel qui a augmenté mais elle reste dominante dans sa formation 57,72% en 1952 et 46,8 % en 1957. Ceci montre encore l'importance de l'agriculture.

Globalement, le revenu national a augmenté de 9,5% l'an, la consommation de 7% ; le taux d'accumulation a été de 20%, les ressources budgétaires sont passées de 28% du PIB à 31,5%, elles atteindront 34% par la suite⁴⁶. En bref, les objectifs du plan ont été atteints.

3. *La balance commerciale*

La Chine devait importer les équipements et technologies nécessaires des pays avancés. Et elle exporte notamment des produits primaires et des produits manufacturés afin de compenser les dépenses en importation.

Tableau 5. Balance commerciale de la Chine (en millions de dollars)

	1952	1957
Total des exportations	1000	1673
Total des importations	1100	1382
Balance commerciale	-100	+291

⁴⁵ Jan Deleyne, *L'économie chinoise*, Seuil 1971

⁴⁶ Diana Hochraich, *La Chine de la révolution à la réforme*, Syros 1996

Total de commerce extérieur	2100	3055
-----------------------------	------	------

Source : L'économie chinoise, Jan Deleyne, Seuil 1971,p.184

Le tableau montre qu'en 1952 la balance commerciale de la Chine était déficitaire de - 100 millions de dollars. En effet, les recettes de l'exportation 1000 millions de dollars n'ont pas pu couvrir les dépenses en importation 1100 millions de dollars. En 1952, l'année du commencement de la réalisation du premier plan donnant la priorité à l'industrie lourde, était une époque où la Chine devrait importer les matériels nécessaires des pays avancés pour atteindre ses objectifs. Les produits exportés par la Chine étaient très limités ne permettant pas de couvrir les besoins pour le développement de l'industrie lourde. C'est pourquoi ce déficit au niveau de la balance commerciale, les devises étaient rares.

Mais en 1957, la balance commerciale était devenue excédentaire +291 millions de dollars. Ceci est le résultat de l'achèvement des projets inscrits dans le programme. Le pays a pu diversifier leur produit à exporter. Même si le montant de l'importation à augmenter de 25,63% par rapport à l'année 1952, l'augmentation de l'exportation de 67,3 millions de dollars a pu combler l'augmentation des dépenses en importation.

On voit aussi une amélioration du commerce extérieur de la Chine, le total des importations et des exportations ont augmenté de 3055 millions de dollars alors que ce montant n'est que de 2100 millions de dollars en 1952.

II. LE GRAND BOND EN AVANT (1958-1960)

En voyant les bons résultats du premier plan quinquennal, les dirigeants chinois ont développé un nouveau programme économique, social et politique, connu sous le nom de «Grand Bond en avant».Le Grand Bond en Avant est un programme de reformes qui s'inscrit dans « la ligne générale de construction socialiste de la Chine » et définit les grandes lignes du second plan quinquennal de développement socialiste (1958-1962). L'objectif était d'accélérer le développement économique et technique du pays. Pour cela, les dirigeants chinois préconisaient un développement de la collectivisation dans tous les domaines de la vie quotidienne, des contrôles plus rigides furent imposés pour accroître la production agricole, réduire la consommation et accélérer l'industrialisation. Toute la population, et surtout le monde paysan, est sommée d'y apporter sa contribution.

A. Structure de l'investissement

Comme dans le premier Plan quinquennal, le pouvoir politique en Chine a dirigé le flux d'investissement au profit des industries de base dans le second plan quinquennal.

L'industrie lourde est considérée comme prioritaire et susceptible d'engendrer la croissance. Elle permettait d'atteindre rapidement les objectifs fixés. Le secteur industriel a été donc privilégié par rapport au secteur agricole. Le Grand Bond a été la période de construction de nombreuses usines⁴⁷.

1. La croissance de l'industrie lourde

Tableau 6. Structure des investissements en infrastructure (%)

Année	Total des investissements en infrastructure (100000)	Structure des investissements en infrastructure (%)			
		Agriculture	Industries légères	Industrie lourdes	Autre secteurs
1 ^{er} plan quinquennal	588,47	7,1	6,4	36,2	50,3
2 ^e plan quinquennal	1206,09	11,3	6,4	54,0	28,3

Source : Le miracle chinois : Stratégie de développement et réforme économique, Justin Yifu Lin-Fang Cai-Zhou Li, Economica 1996, p.51

On remarque d'après ce tableau l'importance des investissements affectés à l'industrie lourde lors du deuxième plan quinquennal. Dans le premier plan quinquennal, même si la priorité était axée sur l'industrie lourde par rapport à l'industrie légère, le ratio entre ces deux branches, n'était que de 5,7 (36,2 sur 6,4). Mais ce ratio a augmenté jusqu'à 8,44 dans le second plan quinquennal. Cela nous montre que les objectifs dans le développement de l'industrie lourde sont devenus très profonds dans la stratégie du Grand Bond en Avant par rapport au premier plan quinquennal. L'investissement consacré au développement de l'industrie légère est resté constant durant la réalisation des deux plans : 6,4%.

Dans le premier plan quinquennal, ce sont les autres secteurs qui sont investis à 50,3% du total des investissements en infrastructure c'est à dire la moitié du total des investissements. Alors que dans le deuxième plan quinquennal, l'investissement affecté à l'industrie lourde est plus que la moitié du total des investissements. Les investissements attribués aux autres secteurs ont diminué de presque la moitié : le 50,3% était devenu 28,3%. Quant à l'investissement destiné au développement de l'agriculture, le montant n'est que le 7,1% du total des investissements dans le premier plan quinquennal. Mais ceci a légèrement augmenté dans le deuxième plan quinquennal.

⁴⁷ En 1958, 500 nouveaux projets furent réalisés et beaucoup d'autres entrepris

La justification de la mise en place d'une stratégie d'investissement dans l'industrie lourde repose souvent que celle-ci permet au plus tard d'accélérer la production de biens de consommation puisqu'elle permet d'élever la production nationale de machine. En plus, elle accédera au pays de devenir indépendant économiquement : la production nationale de machine aura remplacé les importations.

2. Les raisons principales du choix des chinois

Les industries lourdes sont très capitalistiques et produisent des biens intermédiaires (ciment, acier, engrais, industries chimiques) et non des biens de capital. La première étape de la stratégie axée sur l'industrie lourde dans un pays en développement nécessite l'importation d'une grande partie des équipements et technologie des pays plus avancés. Il faut donc un investissement très important et consacrait les devises disponibles à l'achat de biens de production à l'amont du processus : des machines pour produire des machines. Cependant le non importation des éléments intermédiaires entre les industries lourdes et les biens de consommation entraîne la diminution de la consommation. Cette baisse de la consommation présente permettra d'accroître la consommation future puisque l'industrie lourde permettra d'élever la production nationale de machine permettant au plus tard d'accélérer la production de biens de consommation.

Les dirigeants chinois ont opté une stratégie axée sur l'industrie lourde afin de promouvoir le processus d'industrialisation et le développement économique. Ce choix a été fait, d'abord selon des critères de concurrence internationale. En analysant les structures économiques des pays avancés, les dirigeants chinois constataient que l'industrie lourde y occupait une place importante et elle était un indicateur de développement de l'économie et sa force.

De nombreux pays en développement en obtenant leur indépendance politique après la Seconde Guerre Mondiale espéraient brûler les étapes intermédiaires de développement économique en accédant rapidement à un haut niveau d'industrialisation. La plupart de ces pays ont choisi la voie de développement axée sur l'industrie lourde ou la substitution aux importations comme priorité et moyen d'accès au développement économique et ainsi pouvoir concurrencer les industries étrangères. Pour les dirigeants chinois seule la stratégie axée sur l'industrie lourde permettrait au pays d'avoir une place dans la concurrence internationale, de le développer et de le transformer rapidement en une nation indépendante et développée.

Ce choix reflète aussi les contraintes de l'environnement politique et économique international. Depuis la guerre de Corée, les Etats-Unis sont considérés comme l'ennemi

numéro un de la Chine. Les chinois pensèrent que c'étaient les Etats-Unis qui étaient à l'origine des restrictions au commerce imposées par l'OTAN à ses membres en matière de produits stratégiques. Les pays capitalistes occidentaux adoptèrent une politique d'isolation politique et d'embargo économique contre la Chine pour la priver d'échanges internationaux normaux. Ainsi la Chine est obligée de mettre une structure industrielle qui la permettait d'être indépendante économiquement. Ils ont pensé que l'industrie lourde permettant la substitution des importations en était la seule solution.

Ce choix fut lié aussi aux contraintes pesant sur les moyens d'accumulation pour l'industrialisation. L'économie chinoise représentait une faible demande intérieure. En effet le secteur de subsistance occupe encore une place importante dans le pays. 80% à 90% de la population totale représentait la population rurale. Si les chinois ont choisis de développer les industries légères ou de consommation, ce serait un échec à cause de l'insuffisance de la demande intérieure. Par conséquent l'accumulation de capitaux suffisante à la création d'industrie lourde serait impossible. Les dirigeants chinois ont donc admis que le développement des industries lourdes permettrait de maîtriser ces contraintes d'insuffisance de la demande. Ainsi la Chine pourrait-elle réaliser son objectif de pousser en avant la construction industrielle.

3. Les contradictions entre les caractéristiques de l'économie chinoise et celles de l'industrie lourde

En Chine l'offre de capitaux était extrêmement insuffisante. C'est pourquoi le prix du capital, le taux d'intérêt de marché était relativement élevé. Si les ressources avaient été réparties par le mécanisme du marché, les investissements ne se seraient pas dirigés vers l'industrie lourde, mais légère. C'est pourquoi la priorité donnée au développement de l'industrie lourde n'aurait pas été réalisée si le mécanisme du marché avait été en vigueur. En effet, l'industrie lourde réclame une injection continue d'un volume important de capitaux au cours du processus de construction. En plus le délai de récupération du capital investi est très longue ce qui engendrerait des charges d'intérêt très importantes. On voyait tout de suite que le choix de la Chine entraînait directement en conflit avec sa dotation en facteur.

L'industrie lourde exigeait aussi la détention de devises étrangères très importantes afin que le pays puisse importer aisément les équipements et les technologies nécessaires lors de son édification. Or la Chine était à cette époque une économie fermée et autarcique. En plus les produits de la Chine ne sont pas diversifiés et ils ne répondent pas aux besoins et aux goûts de la clientèle. Cela a rendu difficile le développement de l'industrie lourde.

L'incapacité de l'économie à mobiliser les fonds nécessaires à l'industrie lourde était aussi un blocage à son développement. A cette période c'est le secteur agricole qui prédomine dont le revenu est très faible entraînant la faiblesse de l'épargne. Donc la Chine n'a pas le moyen d'accroître son stock de capital alors que l'industrie lourde est très capitalistique.

Ainsi dans une économie où le capital est rare et le niveau de développement peu élevé, l'adoption de la stratégie de développement axée sur l'industrie lourde exige un plan et un mécanisme d'allocation administratif pour diriger les ressources rares vers l'industrie lourde.

B. Economie planifiée

1. Les politiques de planification

Pour permettre la construction industrielle dans son premier stade de développement économique et permettant le développement de l'industrie lourde à moindre coût, des politiques de planification ont été mis en place. Le mécanisme du marché a été remplacé par celui d'allocation planifiée des ressources afin d'assurer que l'offre limitée de ces dernières soit attribué aux industries prioritaires déterminées par le gouvernement. Le coût du développement de l'industrie lourde dépend du prix de la force de travail et des matières premières, du taux d'intérêt, du taux de change.

Comme on l'a vu précédemment, les industries lourdes sont très capitalistiques. Ainsi pour assurer la croissance de l'industrie lourde, il faut que le prix du capital soit faible. Le prix du capital est une fonction croissante du taux d'intérêt autrement dit lorsque le taux d'intérêt augmente le prix du capital augmentera. Le gouvernement a donc entrepris un réajustement du taux d'intérêt chaque année. En 1951 par exemple le taux d'intérêt était de 1,6% passant de 0,6%-0,9% en 1953 et enfin de 0,456% en 1954⁴⁸.

Les devises nécessaires pour l'importation des équipements et des technologies, constituent aussi un coût pour le développement de l'industrie lourde. A cause de l'insuffisance de l'exportation, la quantité de devise dans le pays est insignifiante. Pour éviter un taux de change trop élevé, le gouvernement a surévalué la monnaie nationale.

Le salaire nominal, le prix des intrants (matières premières) étaient maintenu à un niveau très bas permettant ainsi la diminution du coût de main d'œuvre du développement industriel. Cette politique a diminué le pouvoir d'achat des classes ouvrières urbaines. Alors si le prix des biens de première nécessité était fixé sur le marché, ces ouvriers n'ont pas pu

⁴⁸ Justin Yifu Lin-Fang Cai-Zhou Li, *Le miracle chinois : Stratégie de développement et réforme économique*, Economica 1996

survivre. Et l'offre de main d'œuvre dans l'industrie lourde aurait diminué. Ainsi le gouvernement a procédé à la diminution du coût des biens de consommation courante et des produits agricoles. Mais la population rurale n'avait pas accès à cette baisse du coût de vie seule la population urbaine, où était concentrée les travailleurs dans l'industrie lourde.

2. *La formation des communes*

Afin d'utiliser plus efficacement les ressources locales pour le développement de l'industrie, le gouvernement a procédé à la création des communes populaires. À la fin de 1958, 750 000 coopératives agricoles sont regroupées en 23 500 communes, constituées en moyenne de 5 000 familles ou de 22 000 personnes. La commune était propriétaire de tous les biens. Elle est considérée comme le stade suprême de la collectivisation⁴⁹. Les lopins individuels furent supprimés et les paysans pouvaient être employés le reste du temps à des travaux communs.

Comme la croissance de la production agricole ne pouvait pas satisfaire les besoins croissants, le gouvernement est obligé d'élever les quotas d'approvisionnements obligatoires de grain. Il en résulta un développement rapide des communes populaires, entraînant ainsi la communisation totale du pays.

Cependant la responsabilité de gestion de la production et de la comptabilité dans la répartition des revenus était déléguée à l'équipe de production. Chaque équipe de production avait sa propre comptabilité et était responsable de ses pertes et profits. Avec la constitution de ses communes, l'Etat contrôlait la production, la consommation et l'allocation des biens agricoles. Le transfert des paysans vers l'industrie était aussi des mesures prises lors de la stratégie axée sur l'industrie lourde pour que la main d'œuvre soit abondante dans ce secteur.

3. *Disparition du secteur industriel privé*

Lors de l'application du premier plan quinquennal, l'Etat a transformé un grand nombre de grandes entreprises privées en entreprises mixtes (mi étatiques mi privées). Les anciens propriétaires ont perdu le droit de gérer leur propre entreprise. Les entreprises privées sont devenues en fait des entreprises de propriété d'Etat. En 1956, l'industrie privée avait presque complètement disparu alors qu'elle représentait le 22% du nombre total des entreprises en 1952⁵⁰.

⁴⁹ Diana Hochraich, *La Chine de la révolution à la réforme*, Syros 1996

⁵⁰ Diana Hochraich, *La Chine de la révolution à la réforme*, Syros 1996

L'Etat a entrepris cette transformation car les entreprises privées peuvent choisir de s'investir dans la création d'industrie légère par exemple, afin d'éviter les grands risques qu'ils peuvent endurer en s'investissant dans l'industrie lourde. Ainsi les politiques visant à réduire les coûts de développement industriel ne permettraient pas le développement des industries lourdes étant le premier objectif de l'Etat.

4. Limitation d'ouverture aux pays étrangers

Quant au commerce extérieur, il était effectué par l'intermédiaire de l'Etat qui planifiait centralement les échanges, il était le seul détenteur de devises et assumait les responsabilités des pertes et profits réalisés.

Ensuite les produits exportés par les producteurs chinois étaient très chers à cause de la surévaluation de la monnaie nationale. Ces produits étaient donc moins compétitifs sur les marchés internationaux. L'économie avait donc moins de devise. Cette surévaluation a entraîné un résultat inverse à ce que l'Etat espérait lors de sa mise en place car la demande des produits importés a augmenté à cause de la cherté des produits locaux. Ainsi la monopolisation du commerce international par l'Etat s'avérait donc nécessaire.

Tout le commerce extérieur était concentré dans la main de l'Etat. Le volume des importations et des exportations, leur prix, les moyens de commerce, les moyens de paiement ainsi que sur les termes de l'échange sont contrôlés par l'Etat. Il a aussi appliqué des droits de douanes protectionnistes et l'institution d'un système de contrôle de qualité des produits importés.

C. Les effets de la stratégie du GBA

Le développement de l'industrie lourde a eu des répercussions importantes sur l'économie de la RPC.

1. L'évolution du développement industriel

Tableau 7. Structure des outputs

Année	Agriculture % du PIB	Industrie%du PIB
1960	22,31	44,88
1965	37,94	35,09
1970	35,21	40,49
1975	32,39	45,72

Source : World Development Indicators

Le tableau montre que le secteur industriel participe beaucoup dans la formation du PIB par rapport à l'agriculture. En 1960 la part du secteur industriel dans le PIB était de 44,88% presque la moitié du PIB, mais ce part a diminué en 1965 et 1970. Tandis que en 1965 la participation de l'agriculture dans la formation du PIB à augmenter de 22,31% à 37,94 %. Ceci est dû notamment à la politique de « rajustement » de 1961-1966⁵¹. Durant cette période l'agriculture était la base de l'économie c'est-à-dire que l'économie ne pouvait se développer que si l'agriculture était prospère pour nourrir la population et approvisionner l'industrie légère en matières premières. Cependant ce taux de participation à diminuer en 1970 et aussi en 1975, alors que la part de l'industrie a commencé à retrouver son niveau en 1970.

2. Taux de croissance

Tableau 8. Croissance PIB (% annuel)

1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
-27,10	-6,10	10,34	15,83	16,36	10,7	-5,7	-4,1	16,9	19,4

Source : World Development Indicators

La croissance économique d'un pays est définie comme l'augmentation quantitative d'un indicateur économique, généralement le PIB. Le tableau nous montre qu'après le GBA le taux de croissance est relativement très faible. En 1961 et 1962, la croissance du PIB est négative -27,10% et -6,10. La valeur totale de la production était donc très faible. La situation économique du pays était désastreuse. Mais ce taux était rajusté à partir de 1963 et à continuer de s'améliorer jusqu'en 1965. C'était la période de « rajustement ». La valeur de la production industrielle, agricole et sociale a donc progressé considérablement. Ce taux a commencé à baisser, il est passé de 10,7% en 1966 et -4,1 en 1968. Mais le rattrapage était remarquable, avec un taux de croissance du PIB de 16,9% en 1969.

Le GBA a entraîné surtout la pénurie des matières premières, pour les industries une surproduction de biens de mauvaise qualité, détérioration des usines et des infrastructures suite à une mauvaise gestion et surtout démoralisation complète de la population. La baisse de la productivité dans les usines et de la production de l'industrie légère était la conséquence

⁵¹ Jan Deleyne, *L'économie chinoise*, Seuil 1971

des mauvaises récoltes. Ce sont les causes principales de la baisse de la valeur totale de la production.

3. Balance commerciale

Le commerce extérieur n'a pas tenu une grande place dans l'économie chinoise. Mais les échanges étaient indispensables pour remédier à des insuffisances structurelles de l'économie.

Les matières premières (coton, fils de lin) et semi-produits industriels constituent le principal produit importé par la Chine : platine, diamants industriels, chrome, plomb, cuivre et nickel. Les importations de produits sidérurgiques étaient le plus important surtout les tôles à cause du non développement de la technologie dans ce domaine. Afin de réaliser les projets industriels ils ont aussi importés les biens d'équipements nécessaires. Les biens de consommation sont quasi absents dans la catégorie des produits à importer.

Les matières premières telles que le pétrole ne constituent que 20% du total des exportations. Mais ce qui constituait en gros les exportations étaient les produits de l'agriculture : le riz chinois, soja et les produits d'élevage : les viandes de porc, de mouton... La Chine est aussi exportatrice de tabac, de graines, d'huiles, de thé, de soie. Elle exporte des produits manufacturés : le tissu. Les produits manufacturés chinois n'ont trouvé d'amples débouchés qu'à Hong Kong ou à Singapour.

Tableau 9. Balance commerciale (en millions de dollars US)

	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Total des exportations	2075	1620	1597	1651	1904	2187	2452
Total des importations	1931	1368	1082	1166	1432	1813	1939
Balance commerciale	+144	+252	+515	+485	+472	+374	+513
Total de commerce extérieur	4006	2988	2679	2817	3336	4000	4391

Source : L'économie chinoise, Jan Deleyne, Seuil 1971, p.184

Malgré le niveau très faible de la valeur de la production industrielle et agricole, la Chine a pu réaliser des exportations lui permettant de compenser les dépenses en importation. Sa balance commerciale est passée de 144 millions de dollars en 1960 à 513 millions de dollars en 1966. C'est en 1962 qu'on enregistre le plus haut niveau (+515) et c'est en 1960

qu'on enregistre le plus bas niveau (+144). La balance commerciale était toujours excédentaire. Mais la participation de la Chine au commerce extérieur a diminué à partir de 1961, le total de commerce extérieur était de 2 988 millions de dollars alors que il était de 4006 millions de dollars en 1960. Le niveau de l'exportation et de l'importation a diminué simultanément. Le total de commerce extérieur a commencé à s'accroître à partir de 1963 et n'a cessé d'augmenter.

4. Famine du Grand Bond

Ce qui a caractérisé le plus la stratégie du Grand bond en avant était les pénuries de la nourriture entraînant ainsi la famine dans les plusieurs régions. Ce qui était le plus touché par cette famine ce sont les paysans. La famine a engendré une forte croissance du taux de mortalité montré par le tableau ci-dessous. Le taux de mortalité en 1960 atteignit 25,43%. 255 sur 1000 habitants sont donc décédés, plus les quarts des habitants. Mais ce taux a baissé de 14,24% en 1961.

Tableau 10. Taux de mortalité brut (par 1000 habitants)

Année	1960	1961	1962	1963	1964
Taux de mortalité	25,43	14,24	10,02	10,04	11,5

Source : Banque mondiale

Malgré les effets négatifs du GBA au niveau économique et social, la période maoïste a permis quand même à la Chine son décollage industriel grâce au développement de l'industrie lourde.

CHAPITRE II : L'OUVERTURE DE LA CHINE depuis 1976

Après l'échec du système économique planifié en Chine, Deng Xiaoping, dirigeant de la Chine après la période maoïste, a lancé une politique de réforme et d'ouverture, libéralisation économique et ouverture aux échanges internationaux. Ces réformes comprenaient des politiques axées principalement sur l'industrie et l'agriculture.

I. UN NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT

En adoptant le système économique dirigiste traditionnel, la Chine n'a pas pu dépasser les pays développés, l'écart entre eux s'est accru même. Alors que les pays voisins qui ont eu des perspectives initiales de développement économiques identiques à la Chine se sont développés rapidement : une croissance rapide et stable, accompagnée d'une distribution des revenus relativement équilibrée. Ces pays, particulièrement les quatre Dragons (Hong Kong, Corée du Sud, Singapour et Taiwan), ont démontré qu'il était possible, sous certaines conditions, d'amorcer un véritable décollage industriel et rattraper les pays développés.

Les quatre dragons, contrairement à la Chine, ont utilisé leur avantage comparatif à chaque étape de leur développement. Ils ont d'abord commencé par des réformes agraires très importantes permettant la création de la demande interne. Après ils développent des stratégies d'industrialisation à partir de la production de biens destinés à l'exportation et s'adressent donc en premier lieu au marché mondial. Leurs avantages comparatifs résident surtout sur l'abondance de main d'œuvre bon marché. Afin de maintenir la compétitivité sur le marché mondial, ces NPIA ont amélioré leur technique de production et ont changé progressivement leur avantage comparatif. Ils ont acheté les technologies des pays avancés et procédé à leur innovation. L'intervention de l'Etat était nécessaire pour compenser les externalités des innovations. Ils ont aussi procédé à l'élévation du niveau de la qualification de la main d'œuvre. Cela a permis le développement de leur exportation.

Ainsi les NPIA ont abandonné progressivement leurs anciens domaines de production, ils ont cherché de nouvelles spécialisations internationales. Les exportations de ces NPI ne sont plus basées sur des productions exclusivement à fort contenu de main-d'œuvre (chemises, chaussures) mais également sur des produits et ensembles industriels ainsi que de grands ensembles de travaux publics

Le tableau ci-dessous, illustrant le cas de Taiwan, montre que les industries légères qui sont dominantes en 1952 représentant le 75,2% de la valeur totale des biens manufacturés, n'en constituait plus que le 44,25% de cette valeur en 1990. Alors que l'industrie lourde est

passée de 24,8% en 1952 à 55,75% en 1990. Ainsi l'avantage comparatif de Taiwan s'est orienté en 1990 vers l'industrie à forte intensité en technologie et en capital.

Tableau 11. Structure industrielle de Taiwan (% valeur totale des biens manufacturés)

	Industrie légère	Industrie lourde
1952	75,2%	24 ,8%
1990	44,25%	55,75%

Source : Le miracle chinois : Stratégie de développement et réforme économique, Justin Yifu Lin-Fang Cai-Zhou Li, Economica 1996, p.85

Les NPIA ont donc suivi le principe de l'avantage comparatif en permettant au mécanisme de marché de fonctionner. Leur économie au fil du temps devient compétitive et croît rapidement.

En voyant le succès des quatre dragons asiatiques, la Chine a commencé à libérer leur économie en empruntant leur modèle de développement. Afin de réduire les coûts de la libéralisation des échanges, l'ouverture implique un déplacement de ressources entre secteurs à l'intérieur du pays, celui-ci devant transférer ses facteurs de production vers les industries où il a un avantage comparatif et abandonner les secteurs où il a un désavantage et qui sont concurrencés par les importations. L'expansion des échanges extérieurs de la Chine s'est fondée sur ses avantages comparatifs dans les industries de main-d'œuvre.

II. LA MISE EN ŒUVRE DU NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT

A partir de 1978, le gouvernement chinois encourageait la coopération avec les autres pays et cherchait à obtenir les technologies et équipements les plus avancés du monde. Ainsi pour que la politique d'ouverture soit adaptée à l'économie interne, des réformes s'avéraient être nécessaire pour changer certains aspects fondamentaux du système économique planifié. Ces réformes ont pour but de créer une économie plus efficace et dynamique en ajoutant des mécanismes de marché et en laissant se développer la propriété privée à côté du secteur public.

A. Réformes agricoles et industrielles

Une décentralisation de l'autorité et de la responsabilité administrative a été effectuée afin de réduire la capacité d'action du gouvernement. Le principal objectif était d'améliorer le mécanisme d'incitation au travail des paysans, des dirigeants d'entreprises et des employés pour accroître l'efficacité économique.

La collectivisation de terres et les communes ont été éliminées. Les paysans ont donc obtenu davantage d'autonomie dans leurs activités de production et ont pu disposer des moyens de production, cela a motivé les paysans au travail. Le système de propriété collective a été remplacé par le système de responsabilité des ménages qui est apparu comme un moyen de surmonter rapidement les crises agricoles. Sous ce nouveau système les terres étaient distribuées à un ménage selon le nombre de ses membres ou celui de ses travailleurs. D'après le contrat, le ménage devait payer les taxes à l'Etat, s'acquitter de son quota d'approvisionnement et transférer à l'équipe une certaine somme à titre de fonds d'investissement, sociaux, etc. Le ménage disposait du surplus. Désormais, si le paysan n'est pas, à proprement parler, propriétaire de la terre, il en a toutefois la jouissance durant quinze ans. En effet, ce système, qui peut être considéré comme un système de bail, permet au paysan d'être rémunéré pour sa production. Les paysans sont libres de choisir leurs cultures. Un petit marché libre s'est donc développé et à partir de 1982, le système de responsabilité des ménages est généralisé dans les zones rurales. La libéralisation de la plupart des produits agricoles est autorisée, signifiant la fin de l'achat planifié de l'Etat.

Le secteur industriel a été aussi décentralisé. Les entreprises sont devenues autonomes et avaient le droit de poursuivre leur intérêt personnel, elles ont commencé à étendre leur production à des domaines non couverts par le plan. Mais cette autonomie est conditionnée par l'augmentation de leur efficacité. L'autonomie des entreprises a permis aux employés et aux dirigeants d'accaparer les revenus des entreprises. La constitution d'entreprises privées est légalisée pour l'industrie légère et les services. La création de sociétés mixtes avec des capitaux étrangers était possible.

En plus de cette autonomie, pour utiliser ces profits à l'accroissement de la production, les entreprises avaient besoin d'un canal d'approvisionnement de facteurs de production en dehors du plan. Elles avaient aussi besoin d'un canal de vente en dehors du plan pour accroître les revenus issus de l'augmentation de la production. La réforme du mécanisme d'allocation des ressources, incluant celle des consommations intermédiaires, des devises, des financements, était donc indispensable. Une série de réformes des systèmes administratifs concernant la gestion des produits semi-finis, du commerce extérieur et du système de financement furent introduites pour créer des conditions favorables à la réforme des entreprises.

Les entreprises sont donc autorisées à vendre sur le marché une proportion déterminée de leur production, à se procurer les matières premières nécessaires pour tester de nouveaux produits, et à se lancer dans des productions hors plan. L'objectif initial de la réforme du

système de commerce extérieur était d'encourager l'exportation afin d'obtenir davantage de devises pour soutenir les importations d'équipements et de technologies avancées entraînant ainsi une forte expansion du commerce extérieur. Quant à la réforme financière, l'objectif était d'établir et de perfectionner un système financier ayant à sa tête la banque centrale, formé principalement des banques spécialisées et au sein duquel les institutions financières bancaires et non bancaires pourraient coexister.

En bref, les réformes économiques entreprises par les dirigeants chinois peuvent être regroupé en deux étapes. La première étape de réforme se déroule entre 1979 et 1993. Elle consiste à apprendre l'autonomie de gestion et sur la réforme graduelle des prix pour éviter le choc d'une libéralisation brutale. La deuxième étape en 1994 jusqu'à 2008 vise à développer l'industrie.

B. Les mesures incitatives des investisseurs internationaux

Au début des années 1990, les investissements étrangers venaient renflouer l'investissement local. L'entrée des capitaux étrangers s'est accrue rapidement à partir du début des années 90. L'investissement local n'a permis que de développer les industries légères qui se caractérisent par un cycle court de produit. Des mesures ont été prises afin d'attirer les investisseurs étrangers.

1. La création des zones économiques spéciales

Les investissements étrangers sont désormais souhaités et leur accueil est concentré vers un ensemble de zones ouvertes au commerce extérieur. Ces zones se nommaient « Zones Economiques Spéciales ». La création des ZES était une pièce maîtresse de la politique d'ouverture⁵². L'ouverture économique de la Chine repose sur ces ZES puisqu'elles permettaient à la Chine de s'ouvrir progressivement aux techniques du commerce extérieur.

Une zone économique spéciale (ZES) est une région géographique dans laquelle les lois économiques sont plus libérales, c'est-à-dire plus avantageuses pour les entreprises, que celles pratiquées dans le reste du pays. Lorsqu'un gouvernement crée de telles zones, c'est généralement dans le but d'attirer les investissements étrangers. Pour cela, il met en place des mesures permettant aux entreprises de voir leurs coûts d'investissement, de financement et d'exploitation notablement réduits.

⁵² Diana Hochraich, *La Chine de la révolution à la réforme*, Syros 1996

L'arrivée des capitaux étrangers peut aussi avoir des effets négatifs sur l'ensemble de l'économie. Ainsi pour réduire ces effets, le dirigeant chinois a mis en place ces ZES, où l'investissement étranger pouvait s'investir sans restriction du gouvernement. Ce sont des zones de territoires offrant des conditions très avantageuses pour les firmes multinationales. Les mesures incitatives sont le plus souvent des réductions fiscales.

La coopération entre la Chine et les entreprises étrangères s'effectue à travers la constitution de joint-ventures⁵³ associant les capitaux étrangers à des entreprises chinoises, ou moyennant la création d'entreprise à capital entièrement étranger. Les joint-ventures par action associent des capitaux exclusivement privés des chinois et des étrangers et les joint-ventures coopératives qui unissent les capitaux étrangers avec une coopérative chinoise. La joint-venture est une société à responsabilité limitée, les deux partenaires doivent supporter les pertes et les bénéfices résultant du projet. Le partenaire étranger fournit la technologie et une partie des capitaux et le partenaire chinois fournit les locaux, une partie de l'équipement et la main d'œuvre.

Un autre aspect de coopération peut aussi exister entre les entreprises étrangères et chinoises : les accords de sous-traitance. La société peut être une filiale d'une société mère qui est implanté à l'étranger. Celle-ci vend la technologie, le savoir faire et les licences, et rachète à la joint-venture un produit fini, à un prix fixé à l'avance après accord entre les autorités locales chinoises et la firme mère qui conserve le monopole du marketing international et fixe le prix de vente internationale. Cet accord de sous-traitance s'appelle accord de compensation. Un autre accord de sous-traitance peut aussi exister : les accords de transformation ou d'assemblage. Le partenaire étranger fournit les matières premières ou les produits intermédiaires, la conception du produit et il commercialise le produit à l'étranger et le partenaire chinois est payé pour ses services.

En cas de délocalisation des usines les technologies doivent être laissées dans les zones où elles sont implantées à l'origine. Ces zones occupent maintenant presque tout le littoral chinois.

2. Des coûts salariaux faibles

Les investisseurs étrangers sont surtout attirés par le coût de la main d'œuvre en Chine. Les investisseurs cherchent à réduire leur coût de production, et le coût de main d'œuvre est un élément constituant le coût de production.

⁵³ Diana Hochraich, *La Chine de la révolution à la réforme*, Syros 1996

Tableau 12. Salaire horaire dans l'industrie (charges comprises) en dollars

	2004	2005
Brésil	3,1	4,2
Chine	0,8	0,9
Corée	10,5	13,2
Hong Kong	3,1	5,7
Inde	0,5	0,5
Mexique	2,5	2,7
Philippines	0,8	0,8
Singapour	7,5	7,4
Taiwan	6,0	6,4

Source : L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique, Patrick Artus, Jacques Mistral, Valérie Pagnol, Direction de l'information légale et administrative Paris 2011, p.88

A travers ce tableau, on voit que le coût horaire de la main d'œuvre en Chine est moins élevé par rapport aux autres pays comme Brésil, Hong Kong, Corée, Mexique, Singapour. Le salaire dans l'industrie de la Chine est de 0,8 dollars par heure en 2004, il a légèrement augmenté en 2005, 0,8 à 0,9 dollars soit une augmentation de 12,5%. Alors que cette augmentation était de 25,71% pour Corée, 35,48% pour le Brésil. Ainsi même si le salaire horaire augmente en Chine, cette hausse est faible par rapport à ces deux pays. La Chine et Philippines présentent le même coût horaire de main d'œuvre en 2004 soit en valeur de 0,8 dollars. Mais le salaire horaire de main d'œuvre en Inde est moins élevé par rapport au salaire horaire de la Chine, 0,5 dollars.

Ainsi le salaire horaire dans l'industrie en Chine est à bon marché la permettant d'attirer les investisseurs internationaux ainsi que d'être compétitive dans les activités à forte intensité en main d'œuvre.

3. Le marché chinois

Les investisseurs étrangers sont attirés par les politiques favorables, la main d'œuvre bon marché et aussi par le marché chinois. La Chine est considérée comme le pays le plus peuplé du monde : en 1960 la population totale était de 667 070 000 et n'a cessé de s'accroître et en 2010 elle atteint 1 338 299 512⁵⁴, des besoins croissants à satisfaire. Les produits des entreprises peuvent donc se vendre sur le marché local.

⁵⁴ World Development Indicators

C. Les IDE en Chine

1. Origine des IDE

Pour les autorités chinoises, les IDE sont indispensables. Ils apporteraient le progrès technique nécessaire et serait à l'origine de la création de nouveaux emplois.

En 1994 les IDE représentaient le 20% de l'investissement total, s'ils ne représentaient que 0,6% en 1983. L'OCDE a calculé qu'entre 1987 et 1998 la Chine a attirée 30% des flux d'investissement étrangers aux pays en développement et 50% des flux vers les pays d'Asie du Sud Est. Les deux tiers des investissements étaient le fait des petites et moyennes entreprises de Hong Kong et de Taïwan qui utilisaient des technologies intensives de main d'œuvre.

Tableau 13. Origine des IDE en Chine (en % du stock)

	1992	2007
Hong Kong	68	39
Taïwan	9	5,8
Japon	7	7,8
Etats-Unis	5	7,2
Îles Vierges, Caïmans, Samoa, Maurice...	11	13,0
Corée du sud		4,9
Singapour		4,2
Royaume Uni		1,9
Allemagne		1,8
France		1,1
Autres		13,3

Source : OCDE 1994

On note en premier lieu que les IDE proviennent essentiellement des pays asiatiques. En 1992, 84% des IDE proviennent de ces pays et en 2007, 61,7%. On peut aussi remarquer la dominance de Hong Kong, en 1992, 68% des IDE proviennent de ce pays et 39% en 2007. Hong Kong est donc resté le principal investisseur du pays. Après Hong Kong vient le Taïwan avec 9% des IDE en 1992, mais en 2007 il était dépassé par le Japon avec un apport de 7,8% des IDE alors qu'il n'apporte que 5,8%. La Corée du Sud et le Singapour entre aussi dans le rang en 2007 avec une part de 4,9% et de 4,2% des stocks des IDE.

2. Répartition sectorielle des IDE

Tableau 14. Répartition sectorielle des IDE

	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Non spécifié
Chine	2	74	21	3
PED	10	39	49	2
Pays développé	9	17	71	3
Monde	9	23	65	3

Source: Calculs d'après World Investment Report 2004

Le tableau 14 montre que les IDE se concentrent dans le secteur industriel en Chine par contre les PED même que les pays développés, les IDE s'orientent plutôt à stimuler le secteur tertiaire. 74% des IDE sont absorbés par le secteur secondaire, seul 2% dans le secteur primaire et 21% pour le secteur tertiaire.

L'attraction des investisseurs étrangers vise donc surtout à développer les industries. La Chine a pu avoir la technologie nécessaire pour moderniser ses industries grâce aux filiales étrangères. La Chine a combiné leur avantage traditionnel de bas coûts de main d'œuvre avec l'acquisition rapide de compétences techniques avancées. Les échanges de produits intermédiaires étaient le principal vecteur de ce transfert de technologie.

3. L'évolution des IDE en Chine

En 2002 la Chine est devenue la première destination d'IDE dans le monde alors que les flux d'IDE vers les autres pays sont en déclin. Avec l'attractivité toujours croissante du « site Chine » toujours plus ouverte aux capitaux étrangers depuis la création des « zones économiques spéciales » en 1979, la Chine est devenue en 2002 le premier récipiendaire d'Investissements Directs Etrangers (IDE).

Depuis 1996, la Chine a attiré plus d'IDE que les autres pays en développement. Les Etats-Unis ont vu chuter leur part d'IDE, alors que la Chine tenait un niveau record avec 52,7 milliards de dollars. Depuis 1990 jusqu'en 2001, les Etats-Unis ont toujours dépassé la Chine en matière d'attraction d'investisseur étranger. Cet écart était très large en 2000. En 2000, les Etats-Unis obtenaient un montant de plus de 300 milliards de dollars d'IDE alors que la Chine moins de 50 milliards de dollars. Les IDE de la Chine ont progressé lentement tandis que ceux

des Etats-Unis ont diminué brutalement. Le schéma ci-dessous nous expose cela. Comme on l'a déjà vu précédemment, la plus grande partie d'IDE de la Chine provenait de Hong Kong.

Graphique 1: IDE en Chine et aux Etats-Unis (en millions de dollars)



Source : OCDE 2003

III. LES EFFETS DE LA NOUVELLE POLITIQUE ECONOMIQUE

Les différentes réformes entreprises par les autorités chinoises en 1978 ont eu un impact considérable sur l'évolution de l'économie de la Chine. L'industrie chinoise a été marquée par la montée en puissance d'entreprises nouvelles, non étatiques. La production industrielle se partage actuellement entre les entreprises d'État, les entreprises collectives, individuelles, les entreprises à capitaux étrangers, et les autres formes de propriété. Les entreprises privées et les sociétés à capitaux étrangers forment actuellement la catégorie la plus dynamique de l'économie.

A. L'indicateur de croissance

Pour mieux évaluer la situation économique de la Chine après les réformes, on va d'abord voir l'évolution de son PIB qui est un indicateur de la croissance économique.

Tableau 15 : Croissance du PIB

Année	1979	1989	1999	2009
% annuel	7,6	4,1	7,6	9,2

Source : World Development Indicators

Les réformes économiques entreprises en Chine étaient favorables pour sa croissance économique et cette croissance était presque stable sauf en 1989. En 1989 le taux de croissance du PIB était de 4,1%. Ceci est dû par l'échec de la première étape de la réforme.

En effet la première étape a entraîné une crise inflationniste engendrant une manifestation sociale en 1989. En moyenne la croissance annuelle du PIB entre 1980 et 2001 était de 9,5% alors qu'entre 1953 et 1978, la croissance moyenne annuelle n'était que de 5,8%.

Grâce à son rythme de croissance, la Chine est devenue la deuxième puissance économique mondiale en 2010 devant le Japon. Son PIB s'élevait à 5 745 133 millions de dollars en 2010 alors que ce du Japon était de 5 390 897 millions de dollars. Tandis que la valeur du PIB des Etats-Unis est largement supérieure à celle de la Chine. En 2010 la valeur du PIB des Etats-Unis s'élevait à 14 624 184 millions de dollars plus de deux fois de celle de la Chine.

Tableau 16: Classement selon le PIB

	2010	
	RANG	PIB (en millions de dollars)
Etats-Unis	1	14 624 184
Chine	2	5 745 133
Japon	3	5 390 897
Allemagne	4	3 305 898
France	5	2 582 527

Source : Liste 2010 du FMI

B. La croissance des échanges

Après la création des zones économiques spéciales en 1978, la Chine a pu libéraliser son marché. En effet grâce à la technologie étrangère la Chine a pu augmenter sa productivité et donc être plus compétitif sur le marché mondial. En plus, l'entrée de capitaux et savoir étrangers en 1992 a permis à la Chine d'utiliser son avantage comparatif : la main d'œuvre. Cette ouverture s'est accrue lors de son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) en 2002. Les entreprises à capitaux étrangers, attirées par le faible coût de la main d'œuvre, sont aujourd'hui à l'origine de la moitié du commerce extérieur chinois.

1. Structure des exportations et importations de la Chine

Tableau 17. Structure des exportations de la Chine

Année	Valeur des biens exportés (en million de dollars)	Aliment (% du total)	Produits manufacturés (% du total)	Carburant (% du total)	Minerai et métal (% du total)	Matières premières agricoles (% du total)
1992	84940	11,32	78,73	5,48	1,69	2,26
1997	182792	7,13	85,36	3,81	2,11	1,38
2003	438228	4,39	90,57	2,54	1,64	0,64
2008	1430700	2,51	92,99	2,20	1,74	0,43

Source : World Development Indicators

La Chine exporte principalement des produits manufacturés. En 1992, les produits manufacturés représentent les 78,73% des exportations totales et cela n'a cessé d'augmenter, et cette valeur est passée de 92,99% en 2008. Les produits agricoles ne sont que de 2,26 % des exportations totales en 1992, et a diminué jusqu'à 0,43% en 2008 (tableau 17). Ceci montre que les chinois se spécialisent surtout dans le secteur industriel que dans le secteur primaire.

L'amélioration dans le secteur industriel a donc eu un impact dans l'évolution de la structure des exportations et de l'évolution de l'économie car la dominance des produits manufacturés dans les exportations marquent l'évolution du terme de l'échange. L'expansion des échanges extérieurs de la Chine s'est fondée sur ses avantages comparatifs dans les industries de main-d'œuvre. Elle a conservé des atouts dans le textile habillement et, grâce à sa participation à la segmentation internationale des processus productifs, elle en a acquis d'autres en aval de plusieurs industries nouvelles⁵⁵.

Les produits manufacturés sont aussi les plus importés par la Chine, ils représentent 80,43% de ses importations totales en 1992 et 61,93% en 2008 (tableau 18). Cependant on remarque plus le besoin croissant de carburant, minerai et métal de la Chine. En effet les importations de ces matières n'ont pas cessé d'augmenter, le carburant ne constitue que 4,47% des importations totales en 1992 alors que en 2008 il constitue 16,25%. De même pour le minerai et métal, il représente 13,08% en 2008. La raison principale de cette hausse est que la production d'électroménager, de produit informatique, de produit de télécommunication, machine et véhicule s'est développée en Chine.

⁵⁵ Le textile habillement représente 20% de ses exportations en 1999 et le matériel électrique et électronique représente 22% de ses exportations.

Tableau 18. Structure des importations de la Chine

Année	Valeur des biens importés (en million de dollars)	Aliment (% du total)	Produits manufacturés (% du total)	Carburant (% du total)	Minerai et métal (% du total)	Matières premières agricoles (% du total)
1992	80585	4,89	80,43	4,47	4,59	4,87
1997	14237	5,03	77,14	7,25	4,67	5,23
2003	41276	3,85	78,89	7,5	5,44	3,98
2008	113260	4,76	61,93	16,25	13,08	3,55

Source : World Development Indicators

Les tableaux 17 et 18 nous confirment que les valeurs des biens importés et exportés n'ont pas arrêté d'augmenter. Et à partir des données de ces tableaux, on peut calculer le solde commercial de la Chine. La balance commerciale était toujours excédentaire. Cependant l'écart entre les valeurs des biens importés et exportés était très important en 2008, le solde commercial s'élevait à 1317440 millions de dollars.

Tableau 19. Structure géographique des exportations et importations de la Chine en 2009

	En % du total des exportations	En % du total des importations
Etats-Unis	18,4	7,8
Union européenne	22,0	12,5
Japon	8,2	12,4
Autres émergents d'Asie	24,3	27,1
Amérique Latine	4,7	5,3
Reste du monde	22,4	34,7

Source : L'émergence de la Chine : impact économique et implications de politique économique, Patrick Artus, Jacques Mistral, Valérie Pagnol, Direction de l'information légale et administrative Paris 2011, p.88

La Chine exporte surtout ses produits dans les pays Asiatiques. 32,5% des produits exportés sont destinés dans cette région. L'Union Européenne importe les 22% des produits exportés par la Chine, les Etats-Unis 18,4%. Par rapport aux Etats-Unis, le Japon importe

moins des produits chinois avec 4,7% des exportations. L'Amérique Latine demande aussi peu de produit chinois 4,7%.

Les principaux fournisseurs de la Chine sont aussi les pays Asiatiques. 39,5% de ses produits importés proviennent de ces pays. Ceci nous démontre à quel point la Chine est liée économiquement avec les pays asiatiques.

2. Evolution du commerce extérieur de la Chine au niveau mondial

Tableau 20. Les principaux exportateurs et importateurs de marchandises du monde en 2008

rang	exportateur	Part	rang	importateur	Part
1	Allemagne	9,1	1	Etats-Unis	13,2
2	Chine	8,9	2	Allemagne	7,3
3	Etats-Unis	8,0	3	Chine	8,9
4	Japon	4,9	4	Japon	4,6
5	Hollandes	3,9	5	France	4,3
6	France	3,8	6	Royaume Uni	3,8

Source : OMC

En 2008 la Chine devient le deuxième exportateur du monde avec une part de 8,9% du total des exportations. Et elle est la troisième en ce qui concerne l'importation avec 8,9% des valeurs totales des importations mondiales.

C. Niveau de vie de la population chinoise

La croissance du PIB ne signifie pas l'amélioration du niveau de vie de la population. Il y a d'autres indicateurs qu'il faut considérer.

Tableau 21. Structure sectorielle du PIB et de l'emploi

	PIB			Emploi (% d'emploi total)		
	1980	1990	2000	1980	1990	2000
Agriculture	30	27	16	69	60	50
Industrie	49	41	51	18	21	22
Service	21	31	33	13	19	28

Source : World Development Indicators

Le tableau 21 montre que la part du secteur agricole dans le PIB est largement inférieure à celui du secteur industriel. En 1980, 30% du PIB vient du secteur agricole, ceci a diminué et passe à 27% en 1990 jusqu'à 16% en 2000. Tandis que la part du secteur industriel est de 49% en 1980, 41% en 1990 et 51% en 2000. La part du secteur industriel dans le PIB reste donc supérieure. Alors que le secteur industriel n'emploie que le 18% de main d'œuvre totale en 1980, 21% en 1990 et 22% en 2000 et le secteur agricole emploie durant ces trois époques la moitié de la main d'œuvre totale.

Ceci montre que la plupart des travailleurs chinois vit du rendement du secteur agricole. Or le salaire nominal dans le secteur agricole est inférieur par rapport au salaire des autres secteurs. La croissance du capital a donc entraîné un développement inégal des secteurs.

1. Niveau de chômage

L'attraction des investisseurs internationaux a aussi pour objectif de créer de l'emploi, de réduire le taux de chômage.

Tableau 22: Taux de chômage

	Main d'œuvre totale	Chômage total (% de main d'œuvre totale)
1980	503 120 404	4,9
1990	647 165 309	2,5
2000	728 243 827	3,1

Source : World Development Indicators

Le taux de chômage enregistré en 1980 est de 4,9% soit 24 millions de chômeurs. Le nombre de chômeur a diminué en 1990, il s'élève environ 16 000 000 et de 22 575 533 en 2000. L'arrivée des investisseurs internationaux a donc permis de donner de l'emploi à la population active.

2. IDH

L>IDH permet de mesurer la qualité de vie moyenne de la population du pays. Il tient compte de trois dimensions du développement humain. D'abord, la possibilité d'avoir une vie longue et en santé en se fondant sur l'espérance de vie à la naissance. Ensuite, le niveau de scolarisation, évalué à partir du taux d'analphabétisme et de la fréquentation des différents

niveaux du système scolaire. Enfin, le standard de vie, calculé à partir du Produit intérieur brut par capital en tenant compte de la Parité du pouvoir d'achat (PPA).

Le tableau ci-dessous montre que la qualité de vie de la population chinoise s'améliore d'année en année. C'est en 2005 qu'on enregistre le plus haut niveau (0,8) et en 1975 le plus bas niveau (0,5). Selon le classement du PNUD, la Chine est considérée comme un pays à développement humain moyen.

Tableau 23. Evolution de l'IDH

Année	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005
	0,53	0,56	0,59	0,63	0,69	0,73	0,78

Source : Banque Mondiale

On peut dire alors que les réformes entreprises par le gouvernement chinois depuis 1976 ont conduit au succès du pays. L'économie chinoise a connu une croissance rapide et le niveau de vie de la population s'est continuellement amélioré. La Chine a pu finalement atteindre son objectif qui est le rattrapage du niveau des pays développés.

CONCLUSION

Le mauvais ou le bon choix de stratégie d'une autorité étatique affecte l'ensemble de l'économie et aura un impact sur le niveau de vie de la population. Il se répercute aussi sur les relations économiques internationales du pays.

Les deux stratégies de développement présentées ci-dessus se diffèrent fondamentalement de l'ampleur de l'intervention de l'Etat dans l'économie. La stratégie qui a laissé le marché jouer un rôle essentiel dans l'orientation du comportement des agents économiques a entraîné une meilleure performance économique que la stratégie du bond en avant. En effet le marché fournit une information particulière le prix qui est connu de tous reflétant la rareté relative des biens dans l'économie. Les autorités ne prennent pas donc des stratégies qui entre en contradiction avec leur dotation en facteur. Les agents économiques sont aussi incités à améliorer leur productivité car ils sont libres de chercher leur intérêt personnel. Le marché était admis donc comme l'instrument de base d'allocation des ressources et de régulation de l'économie.

La stratégie de développement axée sur l'industrie lourde, laissant la planification jouer le rôle de régulation dans la majorité des secteurs, n'a pas mené les résultats escomptés. Depuis les réformes économiques entreprises par les dirigeants chinois en 1979, l'économie chinoise a connu une forte croissance et le mécanisme du marché a joué un rôle de plus en plus important dans un nombre croissant de secteurs. La nouvelle politique économique de la Chine a combiné l'ouverture aux IDE et l'insertion au commerce international. L'investissement étranger a permis de développer le secteur industriel en apportant les technologies nécessaires et en entraînant ainsi la diversification des produits pour être compétitif sur le marché mondial. L'investissement et les exportations sont donc les principaux facteurs de la croissance économique de la Chine.

Le cas de la Chine a montré qu'il faut s'intégrer dans l'économie mondiale pour connaître une croissance rapide et stable. Il faut aussi bien choisir le modèle de développement à imiter car une stratégie qui a permis la croissance d'un pays ne peut pas toujours être applicable dans un autre pays.

BIBLIOGRAPHIE

ABDELMALKI.L et MUNDLER.P, *Economie du développement, les théories-les expériences-les perspectives*, Hachette supérieure 1995

BRASSEUL.J, *Introduction à l'économie du développement*, Armand Colin Paris 1993

CHAMBRE.H, *Union soviétique et développement économique*, Aubier Montaigne, Paris 1967

DELEYNE.J, *L'économie chinoise*, Seuil 1971

DEUBEL.P, *Analyse économique et historique des sociétés contemporaines*, Pearson Education France, 2008

GELEDAN.A, *Histoire de la pensée économique, les fondateurs*, édition Sirey, deuxième édition, 1993

HARBULOT.C, *La machine de guerre économique*, Economica 1992

HOCHRAICH.D, *La Chine de la révolution à la réforme*, Syros 1996

JUDET.P, *Emergence asiatique : un modèle planétaire?*, Charles Léopold Mayer 1997

STIGLITZ .J, *La grande désillusion*, Le Livre de poche 2003

YIFU LIN.J- CAI.F- LI.Z, *Le miracle chinois: Stratégie de développement et réforme économique*, Economica 1996

GLOSSAIRE

Stratégie : art de diriger un ensemble de disposition pour atteindre un but.

Stratégie de développement du bond en avant : elle décrit l'intention du gouvernement de mettre sur pied une structure industrielle qui dévie de la structure optimale basée sur l'avantage comparatif des dotations de l'économie. L'adoption de la stratégie orientée vers l'industrie lourde, à forte intensité en capital dans une économie qui en manque, est un exemple de la stratégie de développement du bond en avant.

Industrie lourde : ou l'industrie des biens de production produit des biens tels que la mécanique lourde, le véhicule lourd, les tracteurs, les matériaux de construction, les combustibles, les engrais...permettant d'accélérer plus tard la production des biens de consommation.

Zone économique spéciale (ZES) : c'est une région géographique dans laquelle les lois économiques sont plus libérales, c'est-à-dire plus avantageuses pour les entreprises, que celles pratiquées dans le reste du pays. Lorsqu'un gouvernement crée de telles zones, c'est généralement dans le but d'attirer les investissements étrangers. Pour cela, il met en place des mesures permettant aux entreprises de voir leurs coûts d'investissement, de financement et d'exploitation notablement réduits. Ces mesures incitatives sont le plus souvent des réductions fiscales mais peuvent aussi être des aides directes à l'installation.

Après le succès de la création de ZES en Chine, l'Inde, l'Iran, la Jordanie, la Pologne, les Philippines... ont suivi son exemple. Selon l'estimation de la Banque Mondiale en 2007, il existe plus de 3000 ZES déjà créées.

Nom : RAMANANKIEFERANA

Prénoms : Mioramalala Ny Aina

Titre : Etude sur les stratégies de développement de la République Populaire de Chine

Nombre de page : 64

Tableau : 23

Graphique : 1

RESUME

La croissance rapide et stable de l'économie et l'amélioration continue du niveau de vie de la population de la République Populaire de Chine (RPC) attirent l'attention du monde entier. La cause de la performance économique de la Chine réside principalement dans le changement de stratégie de développement après l'inefficacité de la stratégie du bond en avant. Cette nouvelle stratégie concerne surtout sur la libéralisation progressive de son économie: ouverture aux capitaux étrangers et adhésion au commerce extérieur. Les Investissements Directs Etrangers ont permis de développer le secteur industriel chinois entraînant l'essor et la diversification du secteur exportateur. Le développement économique de la Chine repose donc essentiellement sur la croissance des facteurs de production et de la demande étrangère.

Mots clés : stratégie- stratégie du bond en avant- industrie lourde- zone économique spéciale.

Encadreur : Docteur RAMIARISON Herinjatovo

Adresse de l'auteur : Lot IVI 45 Mandialaza Ambodivona